

Note d'Information

**Augmentation de capital par souscription en numéraire de
172 973 actions au nominal de 100 Dh par action**

Réservée aux actionnaires actuels et aux détenteurs de droits de Diac Salaf

Période de souscription du 19 avril au 03 mai 1999

ATTIJARI
finances Corp

Conseiller et coordinateur global

Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières : Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 4 rabia II 1414 (21 septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente note d'information a été soumis à l'appréciation du CDVM qui l'a visé sous la référence n° 22/99, le 01/04/1999.

SOMMAIRE

PRINCIPALES ABREVIATIONS.....	5
<u>PARTIE I : RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION & DU CONTROLE DES COMPTES....</u>	9
<u>PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION.....</u>	13
I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION.....	15
1. CADRE DE L'OPERATION.....	15
2. OBJECTIFS DE L'OPERATION.....	15
II. CARACTERISTIQUES DES ACTIONS OFFERTES.....	16
1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES ADMIS.....	16
2. LES TITRES OBJETS DE LA PRESENTE OPERATION.....	16
3. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES.....	17
4. STRUCTURE DU CAPITAL AVANT ET APRES L'OPERATION.....	17
5. DECLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL.....	19
III. MODALITES DE SOUSCRIPTION.....	20
IV. FISCALITE DES VALEURS MOBILIERES A REVENUS VARIABLES OU ACTIONS.....	21
1. ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES MAROCAINES PASSIBLES DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES.....	21
2. ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES RESIDENTES AU MAROC.....	21
3. ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES NON RESIDENTES AU MAROC.....	21
<u>PARTIE III : PRESENTATION DE DIAC SALAF.....</u>	23
1. SIGNALÉTIQUE ENTREPRISE.....	25
2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	26
3. ÉVOLUTION RÉCENTE DU CAPITAL SOCIAL.....	27
4. RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ACTUEL.....	27
II. ADMINISTRATION ET CONTROLE.....	28
1. CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	28
2. DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ ET PERSONNEL.....	28
2.1 <i>Equipe dirigeante</i>	28
2.2 <i>Organigramme fonctionnel</i>	30
2.3 <i>Moyens humains et techniques</i>	32
III. ACTIVITE DE DIAC SALAF.....	34
1. HISTORIQUE.....	34
2. APERÇU DU SECTEUR DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION.....	35
3. PRODUITS COMMERCIALISÉS ET STRUCTURE COMMERCIALE.....	37
3.1 <i>Produits commercialisés</i>	37
3.2 <i>Structure commerciale</i>	39
4. CARACTERISTIQUES BOURSIÈRES.....	40
4.1 <i>Evolution ajustée du cours ajusté de Diac Salaf depuis le 1er janvier 1997</i>	40
4.2 <i>Fondamentaux boursiers de Diac Salaf</i>	41
<u>PARTIE IV : PRODUCTION, RENTABILITE ET STRUCTURE FINANCIERE.....</u>	43
I. PRODUCTION.....	45
II. RENTABILITE.....	46
III. STRUCTURE BILANTIELLE.....	48
IV. COMPTES D'EXPLOITATION.....	49
<u>PARTIE V : FACTEURS DE RISQUES – FAITS EXCEPTIONNELS OU LITIGES.....</u>	51

I. FACTEURS DE RISQUES.....	53
1. CONCURRENCE.....	53
2. RISQUES DE TAUX.....	53
3. COUVERTURE DES RISQUES.....	53
4. RISQUE INFORMATIQUE.....	53
II. COMMENTAIRES DE LA DIRECTION GENERALE.....	54
III. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	55
<u>PARTIE VI : ETATS ET METHODES COMPTABLES</u>.....	57
I. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES.....	59
1. PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	59
2. IMMOBILISATIONS.....	59
3. PROVISIONS.....	59
4. INTÉRÊTS DE RETARD SUR EFFETS IMPAYÉS.....	59
II. COMPTES SOCIAUX DE DIAC SALAF.....	60
1. BILAN.....	60
2. COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES.....	62
3. ETAT DES SOLDES DE GESTION.....	63
4. TABLEAUX DE FINANCEMENT.....	64
5. TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/1997.....	64
6. TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT.....	65
7. SÛRETÉS RÉELLES REÇUES OU DONNÉES.....	65
8. ENGAGEMENTS DONNÉS OU REÇUS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL.....	65
9. BIENS EN CRÉDIT BAIL.....	65
10. DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS.....	66
11. TABLEAU DES CRÉANCES ET DETTES DU BILAN AU 31/12/1997.....	66
12. TABLEAU DES PROVISIONS AU 31/12/1997.....	67
13. PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS 1997.....	67
14. DÉTAIL DU COMPTE CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS AU 31/12/1997.....	67
15. TABLEAU DES EMPRUNTS BANCAIRES ET SES CARACTÉRISTIQUES.....	68
III. COMPTES DES AUTRES SOCIÉTÉS DU GROUPE DIAC.....	69
1. DIAC ÉQUIPEMENT.....	69
1.1. Bilan Diac Equipement.....	69
1.2. Comptes de produits et charges Diac Equipement.....	71
2. DIAC LEASING.....	72
2.1. Bilan Diac Leasing.....	72
2.2. Comptes de produits et charges Diac Leasing.....	74

PRINCIPALES ABREVIATIONS

AGE	: Assemblée Générale Extraordinaire
ANA	: Actif net par action
BPA	: Bénéfice par action
BVC	: Bourse des Valeurs de Casablanca
BFR	: Besoin en fonds de roulement
CA	: Chiffre d'affaires
CAF	: Capacité d'autofinancement
CDVM	: Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEP	: Compte d'exploitation prévisionnel
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DECS	: Diplôme d'études comptables supérieures
Dh	: Dirhams
DMLT	: Dettes à moyen et long terme
DPA	: Dividende par action
DS	: Droit de souscription
DY	: Rendement du dividende ou dividende brut / cours
E	: Estimé
HT	: Hors taxes
INSAE	: Institut national des statistiques appliquées à l'économie
IS	: Impôt sur les sociétés
ITAA	: Information technology association of America (organisme indépendant ayant mis en place un programme de certification du bug 2000)
Kdh	: Milliers de dirhams
MCMA	: Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurance
Mdh	: Millions de dirhams
MIAGE	: Master en informatique appliquée à la gestion des entreprises
P/B	: Price to Book (cours / actif net par action)
P/E	: Price Earning Ratio (cours / Bénéfice par action)
P/CF	: Price to cash flow (cours / (résultat net + dotations aux amortissements))
PFI	: Prélèvement fiscal à l'importation
TCAM	: Taux de croissance annuel moyen
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
TEG	: Taux Effectif Global
+	: Plus
-	: Moins
<	: Inférieur
>	: Supérieur
%	: Pourcentage

Préambule

La présente Note d'Information a été établie par Attijari Finances Corp, Conseiller et Coordinateur global de l'opération d'augmentation de capital de Diac Salaf.

Cette Note d'Information a été établie conformément aux dispositions du dahir portant loi n°1-93-212 du 21.09.1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne et de la circulaire 02/95 du CDVM du 20 mars 1995 relative à la Note d'Information exigée des personnes morales faisant appel public à l'épargne.

Cette Note d'Information ne constitue en aucun cas une sollicitation de souscription à l'opération.

Les personnes en la possession desquelles la présente Note d'Information viendrait à se trouver, sont invitées par Attijari Finances Corp. à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

Enfin, les informations contenues dans le présent document proviennent essentiellement :

- des liasses fiscales de 1995 à 1997 ;
- de l'arrêté provisoire des comptes au 31 décembre 1998 ;
- des rapports d'activité des exercices 1995 à 1997 ;
- des rapports des commissaires aux comptes pour la même période ;
- des commentaires et analyses recueillies auprès de la Direction Générale de Diac Salaf par Attijari Finances Corp.

Attijari Finances Corp.
Mars 1999

Avertissement

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à Diac Salaf.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux là sont fonction des résultats et de la politique de distribution des dividendes de Diac Salaf.

Restriction

La présente émission est ouverte exclusivement aux actionnaires actuels et aux détenteurs de droits de Diac Salaf. L'organisme de placement n'offrira à la vente les titres, objets de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tous pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, ni Diac Salaf, ni Attijari Finances Corp. n'encourent de responsabilité du fait du non respect par un des membres du syndicat de ces lois et règlements.

**PARTIE I : RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION
& DU CONTROLE DES COMPTES**

La société

A notre connaissance, les données de la présente Note d'Information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Diac Salaf ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts.

Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Diac Salaf
Abdelkrim BENCHERKI
Président Directeur Général

Les Commissaires aux comptes

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente Note d'Information en effectuant les diligences généralement admises et compte tenu des dispositions réglementaires en vigueur.

Les comptes sociaux clos le 31.12.1995, le 31.12.1996 et le 31.12.1997 ont fait l'objet de vérifications par nos soins et la sincérité des informations financières et comptables présentées n'appelle de notre part aucune observation.

Mohamed Youssef SEBTI
Abdelali BAGHDADI
Experts comptables

Le conseiller juridique

Nous soussignés Youssef SEBTI, après avoir examiné :

- le rapport spécial du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue le 24 novembre 1998, relatif à l'augmentation de capital de 69.189.120 Dh à 86.486.420 Dh,
- les résolutions adoptées par ladite assemblée,

Atteste que la dite augmentation de capital a été décidée conformément aux dispositions statutaires et aux procédures et règles de la législation marocaine telles que prévues par le Dahir du 11 Août 1922.

Mohamed Youssef SEBTI
Experts comptables

Le Conseiller et Coordinateur Global

La présente Note d'Information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Attijari Finances Corp.
Rachid TLEMÇANI
Administrateur Directeur Général

Responsables de l'information :

M. Abdellatif ZAKI
M. Youssef ROUISSI

Diac Salaf
Attijari Finances Corp.

Tel : 02.30.36.81
Tel : 02.47.64.35 / 36

PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION

I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

1. Cadre de l'opération

L'augmentation de capital par souscription en numéraire a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue le 24 novembre 1998.

Cette opération se traduira par l'émission de 172 973 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 Dh.

Toutes les actions, objet de la présente opération, seront dénommées Diac Salaf 2^{ème} ligne (DIA 2^{ème} L).

Au terme de la présente opération, le capital de Diac Salaf sera augmenté de 17 297 300 Dh et évoluera de 69 189 120 à 86 486 420 Dh.

2. Objectifs de l'opération

La présente opération permettra notamment d'atteindre les objectifs suivants :

- _ doter Diac Salaf de moyens supplémentaires pour poursuivre la croissance soutenue de sa production et encours. La production de l'année 1999 est estimée à 1 milliard de dirhams ;
- _ renforcer l'assise financière de la société ;
- _ diversifier les sources de financement et réduire le coût moyen pondéré des ressources.

La présente émission s'inscrit plus globalement dans le cadre d'une stratégie systématique d'appel au marché financier visant à diversifier les sources de financement de Diac Salaf et optimiser le coût de ses ressources tout en préservant des niveaux satisfaisants de rentabilité financière pour les actionnaires.

II. CARACTERISTIQUES DES ACTIONS OFFERTES

1. Renseignements relatifs aux titres admis

La cotation de Diac Salaf à la Bourse des Valeurs de Casablanca date de 1962.

Tous les titres portent le même droit de vote et sont dans leur totalité, nominatifs ou au porteur.

Le secteur auquel ce titre est rattaché est celui du crédit à la consommation selon la nomenclature de la Bourse des Valeurs de Casablanca.

2. Les titres objets de la présente opération

Forme des actions

Les actions, objet de la présente opération sont au porteur, entièrement libérées, libres de tout engagement et ont une valeur nominale de 100 Dh. Ces actions sont dématérialisées.

Droits attachés

Chaque action confère à son détenteur un droit de vote aux Assemblées Générales et une part des résultats et de l'actif net de la société. Tous les titres portent le même droit de vote. Il n'existe pas d'action à droit de vote double ou multiple.

Jouissance

Les actions Diac Salaf objet de la présente émission portent jouissance à partir du 1^{er} janvier 1999 et confèrent à leurs détenteurs l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés.

Nombre d'actions offertes

Le nombre total d'actions offertes dans le cadre de la présente augmentation de capital par souscription en numéraire est de 172 973 actions.

Prix d'émission et montant global de l'émission

Le prix d'émission relatif aux titres Diac Salaf est de 100 Dh correspondant à la valeur nominale des actions.

Le montant global de l'émission est de **17 297 300 Dh**.

Négociabilité

Les actions objets de la présente Note d'Information sont librement négociables à la Bourse des Valeurs de Casablanca.

Droit de souscription théorique et modalités d'exercice

Les droits de souscription relatifs à la présente opération sont librement négociables à la Bourse des Valeurs de Casablanca du 19 avril au 03 mai 1999. Le droit de souscription, tant à titre irréductible que réductible, devra être exercé pendant ce délai sous peine de déchéance.

Ces droits seront matérialisés par le coupon n° 55. Des « bons de droit » seront délivrés sur leur demande aux propriétaires d'actions Diac Salaf désireux de négocier tout ou partie de leurs droits.

Le prix théorique des dits droits (DS) est le suivant :

$$DS = (\text{Cours de l'action Diac Salaf à la date de détachement du droit} - 100 \text{ Dh} - \text{Dividendes par action 1998}) / 5$$

La période de négociabilité des droits de souscription relatifs à la présente opération est fixée du 19 Avril au 03 Mai 1999.

Organisme chargé du service financier

La Banque Commerciale du Maroc est l'organisme désigné par la société en qualité de centralisateur chargé de la représenter auprès du dépositaire central, et d'exécuter pour son compte toutes opérations sur titres inhérentes aux actions émises.

Période de souscription

La période de souscription est ouverte du 19 avril au 03 mai 1999. Le droit de souscription est matérialisé par le coupon n° 55.

Inscription des titres à la cote et libellé

La date de la première cotation est fonction de la date de tenue de l'Assemblée de sincérité. Les titres issus de l'augmentation de capital seront cotés en 2^o ligne jusqu'à la date du détachement du coupon correspondant à l'exercice 1998.

Le titre sera libellé comme suit : DIA 2^o ligne.

3. Politique de distribution de dividendes

Les statuts de Diac Salaf (Article 40) prévoient une répartition des bénéfices nets comme suit :

- 5% au titre de la réserve légale jusqu'à la limite de 10% du capital social ;
- La somme nécessaire pour payer aux actionnaires à titre de premier dividende, l'intérêt à 6% des sommes dont les actions sont libérées et non amorties, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes ;
- Sur le surplus, il est attribué :
 - Au plus 10% de tantièmes au Conseil d'administration, qui le répartit entre ses membres, son montant étant arrêté par l'assemblée sur proposition du conseil d'administration.
 - Le solde est réparti entre les actions.

Toutefois, l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, a le droit de décider le prélèvement sur la portion revenant aux actionnaires dans le solde des bénéfices, des sommes qu'elle juge convenable de fixer soit pour être reportées à nouveau, soit pour être affectées à un fonds de réserve. »

	1995	1996	1997	1998 ^E
Résultat Net – Kdh	15 496,70	23 628,30	24 327,30	30 400,00
Dividendes versés au titre de l'exercice – Kdh	-	5 605,60	7 207,20	8 648,60
Taux de distribution ⁽¹⁾	-	36,2%	30,5%	35,6%
Nombre d'actions	400 400	480 480	576 576	691 891
Nombre d'actions ajusté ⁽²⁾	691 891	691 891	691 891	691 891
Dividende par action ⁽³⁾ – Dh	-	14,0	15,0	15,0
Dividende ajusté des opérations sur capital ⁽⁴⁾	-	8,1	10,4	12,5

⁽¹⁾ Dividendes versés en exercice N : Résultats de l'exercice N-1

⁽²⁾ Nombre d'actions ajusté des augmentations de capital

⁽³⁾ Dividendes versés en exercice N : Nombre d'actions de l'exercice N-1

⁽⁴⁾ Source : Attijari Intermédiation

4. Structure du capital avant et après l'opération

	Avant		Après	
	Nombre d'actions	% de contrôle	Nombre d'actions	% de contrôle
Fininvest	380 732	55,0%	469 915	54,3%
Al Amane	80 820	11,7%	101 025	11,7%
MCMA	34 955	5,0%	43 694	5,0%
Goldfin	30 240	4,4%	37 800	4,4%
Partie du Personnel	-	-	6 000	0,7%
Bourse	165 144	23,9%	206 430	23,9%
Total	691 891	100,0%	864 864	100,0%

Source : Diac Salaf

Créée en 1995, Fininvest est un holding de financement et d'investissement dotée d'un capital de 26 millions de dirhams. L'actionnaire de référence de Fininvest est représenté par la famille Bencherki.

Goldfin est un holding de participation créé en 1996 et doté d'un capital de 5 millions de dirhams. L'actionnaire de référence de Goldfin est M. Omar El Kadiri.

Conformément à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 Novembre 1998, Fininvest, principal actionnaire de Diac Salaf, a décidé de renoncer, sans contrepartie à 24.000 droits de souscription en faveur de certains cadres dirigeants de la société.

5. Déclaration de franchissement de seuil

« Toute personne physique ou morale, qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des Valeurs, informe cette société ainsi que le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un de ces seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés.

Elle informe en outre, dans les mêmes délais, le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des douze mois qui suivent lesdits franchissements de seuils.

Les obligations d'information destinées au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières telles que prévues au précédent alinéa doivent être remplies selon les modalités fixées par ledit conseil et préciser notamment si l'acquéreur envisage :

- d'arrêter ses achats sur la valeur concernée ou les poursuivre ;
- d'acquiescer ou non le contrôle de la société concernée
- de demander sa nomination en tant qu'administrateur de la société concernée.

Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières porte les informations visées à l'alinéa précédent à la connaissance du public selon les modalités précisées dans le règlement général visé à l'article 7 ci-dessus. »

(Dahir portant loi n°1/93/211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs tel que modifié par la loi n°34-96 du 9 janvier 1997, Chapitre IV - Article 68 ter)

« Toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des Valeurs, et qui vient à céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68 ter ci-dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation.

Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières porte les informations visées à l'alinéa précédent à la connaissance du public selon les modalités précises dans le règlement général visé à l'article 7 ci-dessus. »

(Dahir portant loi n°1/93/211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs tel que modifié par la loi n°34-96 du 9 janvier 1997, Chapitre IV - Article 68 quater)

Les modalités d'application des dispositions susmentionnées sont fixées par la circulaire du CDVM n°08/97 du 12 décembre 1997.

III. MODALITES DE SOUSCRIPTION

Bénéficiaires

L'émission s'adresse aux actionnaires actuels de Diac Salaf, aux détenteurs de droits et à une partie du personnel, pour 172.973 actions.

Règles d'attribution

Les actionnaires ou les cessionnaires des droits auront :

- un droit de souscription irréductible à raison d'une action nouvelle pour 4 anciennes ;
- un droit de souscription réductible sur les actions qui ne seront pas absorbées par l'exercice du droit irréductible.

Les actions non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux souscripteurs à titre réductible, proportionnellement au nombre de droits irréductibles dont ils disposaient et dans la limite de leur demande.

Le solde des actions nouvelles qui, éventuellement ne sera pas absorbé par l'exercice des droits tant irréductible que réductible, sera souscrit à la diligence du Conseil d'Administration dans les conditions qu'il jugera convenables. Le Conseil d'Administration peut également décider de limiter le montant de l'augmentation de capital aux sommes effectivement recueillies.

Seuls peuvent souscrire à la présente émission les porteurs d'actions Diac Salaf par multiple de 4. Si les détenteurs d'actions Diac Salaf souhaitent compléter le nombre d'actions qu'ils ont en possession, ils doivent avant la clôture de l'émission acheter le nombre d'actions ou de droits de souscription requis.

Lieu de souscription

La centralisation de l'opération est confiée à la Banque Commerciale du Maroc auprès de laquelle un compte spécial sera ouvert dans le cadre de cette augmentation de capital.

Identification des souscripteurs

Les porteurs de titres Diac Salaf et du droit N° 55.

Modalités de versement des souscriptions

Les versements correspondant aux souscriptions à la présente augmentation de capital devront être faits soit par remise de chèques libellés au nom de Diac Salaf, compte augmentation de capital ou par virements au compte spécial « Augmentation de capital Diac Salaf » ouvert chez la Banque Commerciale du Maroc - Casablanca.

IV. FISCALITE DES VALEURS MOBILIERES A REVENUS VARIABLES OU ACTIONS

Le régime fiscal s'appliquant aux valeurs mobilières objet de la présente opération est celui de droit commun actuellement en vigueur au Maroc.

1. Actionnaires personnes morales marocaines passibles de l'impôt sur les sociétés

Les **produits de participation et assimilés** distribués par des sociétés relevant de l'impôt sur les sociétés bénéficient d'un abattement de 100% conformément à l'article 9 du Dahir 1-86-239 du 31.12.1986 portant loi n°24-86 instituant un impôt sur les sociétés.

Conformément à l'article 12 de la loi de finances N°8-96, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 29.06.1996 complétant l'article 8 de la loi de finances transitoire n°45-95, modifiant et complétant l'article 19 du dahir n°1-86-239 portant promulgation de la loi n°24-86 instituant un impôt sur les sociétés, les plus values de cession des titres de participation bénéficient :

- d'un abattement de 0% si la durée de détention des titres est inférieure ou égale à deux ans ;
- d'un abattement de 25% si cette durée est supérieure à 2 ans et inférieure ou égale à 4 ans ;
- d'un abattement de 50% si cette durée est supérieure à 4 ans et inférieure ou égale à 8 ans ;
- d'un abattement de 70% si cette durée est supérieure à 8 ans ;
- de l'exonération totale si la société s'engage par écrit à **réinvestir** le produit global des cessions effectuées au cours d'un même exercice, dans le délai maximum de trois années suivant la date de clôture dudit exercice, en biens d'équipement ou en immeubles réservés à la propre exploitation professionnelle de la société. Toutefois, lorsqu'il s'agit de terrains non bâtis acquis dans le cadre du réinvestissement précité, l'exonération prévue ci-dessus est subordonnée à l'affectation desdits terrains à la propre exploitation professionnelle de la société ou à l'édification de constructions destinées au même usage. En outre, la société intéressée doit s'engager par écrit à **conserver** lesdits biens et immeubles dans son actif pendant un délai de cinq ans qui court à compter de la date de leur acquisition.

Toutefois, par dérogation instituée par l'article 12 de la loi de finances 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997, sont soumis, sur option, à l'impôt sur les sociétés au taux réduit libératoire de 15%, les profits réalisés, en cours d'exploitation, par la société et résultant de cessions d'actions, parts ou titres de participation faisant partie des immobilisations financières de ladite société. Pour bénéficier des dispositions qui précèdent, la société doit, dans le mois qui suit celui de la cession :

- Produire une demande d'option pour l'application du taux libératoire visé ci-dessus. Toutefois cette option s'applique à l'ensemble des opérations de cessions d'actions, de parts ou de titres de participation réalisées par la société au cours de l'exercice comptable concerné ;
- verser le montant de l'impôt exigible au percepteur du lieu du siège social ou du principal établissement de la société sur bordereau établi par l'administration fiscale. La société doit également produire, suivant le modèle établi par l'administration fiscale, la déclaration de l'ensemble des profits résultant des cessions précitées et ce, dans le mois suivant la date de clôture de l'exercice concerné.

2. Actionnaires personnes physiques résidentes au Maroc

Les **dividendes des actions** offertes dans le cadre de la présente opération sont soumis à une retenue à la source de 10%, au titre de la taxe des produits des actions.

Les **plus-values** de cession sur les titres cotés à la Bourse des Valeurs Casablanca sont exonérées d'impôts, conformément à l'article 15, quater de la loi de finances n°8-96 pour l'année budgétaire 1996/1997.

3. Actionnaires personnes physiques et morales non résidentes au Maroc.

Les **dividendes** d'action sont soumis à une retenue à la source de 10%. La taxe sur les **plus-values** de cession de titres de sociétés cotées ne s'applique pas.

PARTIE III : PRESENTATION DE DIAC SALAF

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1. Signalétique entreprise

Dénomination sociale	Diac Salaf
Siège social	32, Boulevard de la Résistance, Casablanca - Maroc
Forme juridique	Société Anonyme régie par le dahir du 11/08/1922. Les statuts de la société seront mis en harmonie avec les dispositions de la loi n°17/95 sur les sociétés anonymes avant le premier janvier 2000. La société est également régie par le Dahir portant loi n° 1-93-147 du 7 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et leur contrôle.
Date de constitution	07 mai 1948
Durée de vie	99 ans
N° de registre du commerce	13629
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Objet social (Article 3 des statuts)	« La société a pour objet (...) -les opérations d'escompte et de découvert et d'une manière générale, toutes les opérations de financement et de crédit de nature à permettre ou faciliter le paiement à terme de tous biens appareils, outillages, installations, matériels automobiles, aériens, ferroviaires, maritimes, industriels commerciaux et agricoles, domestiques et ménagers et généralement tous biens meubles ; -l'achat desdits matériels, objets et biens meubles, leur revente soit au comptant, soit à terme, leur location ; -Toutes opérations de collecte de fonds du public en dépôts à terme de plus de deux ans, ainsi que tous dépôts reçus par la société en comptes courants ou autres pouvant donner lieu à la délivrance de bons de caisse ou de tous autres billets, portant intérêts ou non avec, à cet effet, l'ouverture de toutes succursales, agences, guichets et bureaux (...) ».
Capital social actuel	69.189.120 dirhams entièrement libéré, composé de 691.891 actions d'une valeur unitaire de 100 Dh.
Documents juridiques	Les actionnaires peuvent consulter Statuts, Procès verbaux des Assemblées Générales et rapports des commissaires aux comptes au siège social de Diac Salaf et à l'adresse ci-dessus indiquée.
Assemblées générales	Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration. Y sont invités tous les actionnaires de Diac Salaf sans aucune distinction.
Déclaration de franchissement de seuil spécifique	Il n'y a aucune disposition statutaire spécifique en terme de déclaration de franchissement de seuil. Les actionnaires sont soumis aux obligations de déclarations prévues par les articles 68 ter et quater du Dahir portant loi n° 1-93-211 tel que modifié par la loi n° 34-96 du 9 janvier 1997.
Régime fiscal	Impôt sur les sociétés : 39,6% TVA : 7,0% (Régime d'encasement)

2. Présentation générale

Créée en 1948 sous la dénomination « Diffusion Industrielle Automobile Agricole Chérifienne » (Diac Maroc), la société Diac Salaf a pour objet le financement par crédit à la consommation de tous biens mobiliers et immobiliers, et de tous articles d'équipement ménager.

La société, historiquement positionnée sur le crédit automobile, a depuis 1995 essentiellement réorienté son activité vers le crédit ménager qui représente aujourd'hui près de 96% de sa production, et 84% de ses encours.

Diac Salaf appartient au Groupe DIAC qui compte deux autres sociétés à vocation commerciale et de financement : Diac - Equipement et Diac Leasing, respectivement dédiées au :

- financement des véhicules utilitaires et matériel d'équipements;
- financement par crédit bail.

Créée en 1978, Diac - Equipement est une société anonyme de droit privé marocain implantée à Casablanca, et a pour objet d'effectuer toutes prestations de financement de biens d'équipement et de véhicules utilitaires. Au 31.12.1998, Diac Equipement est détenue à hauteur de 27,6% par la société Diac Salaf. En sa qualité de société de financement et conformément à l'arrêté du Ministère des Finances et Investissements Extérieurs en date du 14 juillet 1996, Diac Equipement est habilitée à recevoir du public des fonds d'un terme supérieur à 2 ans.

Créée en 1982, Diac Leasing est une société anonyme de droit privé marocain implantée à Casablanca et a pour objet le financement par crédit bail. Au 31.12.1998, Diac Leasing est détenue à hauteur de 22% par Diac Salaf.

La société Diac Salaf intervient en tant que gestionnaire des sociétés consœurs Diac – Equipement et Diac Leasing et perçoit à ce titre des honoraires de gestion dont le montant s'établit respectivement à 3 500 Kdh et 5 100 Kdh au titre de l'exercice 1998.

Le seul flux financier intra-groupe existant concerne l'achat de véhicules en leasing par Diac Equipement pour le compte de Diac Salaf pour un montant en principal de 132 Kdh. L'encours au 31/12/1998 de cet emprunt est de 188 Kdh.

Le développement de l'activité du Groupe Diac repose désormais sur l'extension et la diversification du réseau de distribution constitué à la fois d'agences et de correspondants agréés, la mise en place d'une politique marketing coordonnée à l'échelle du groupe, ainsi que l'optimisation de l'outil informatique.

De manière générale, le Groupe DIAC développe une logique de contrôle majoritaire des sociétés du groupe et de partenariat avec des institutionnels nationaux de référence.

3. Evolution récente du capital social

Le capital social de Diac Salaf a connu plusieurs augmentations, par incorporation de réserves et par souscriptions en numéraire, dont les plus récentes se décrivent comme suit :

Année	Mode	Montant de l'augmentation	Nombre d'actions créées	Capital social
1996	Augmentation par incorporation de réserves	8 008 000	80 080	48 048 000
1997	Augmentation par incorporation de réserves	9 609 600	96 096	57 657 600
1998	Augmentation par incorporation de réserves	11 531 500	115 315	69 189 120

Dh

Source : Diac Salaf

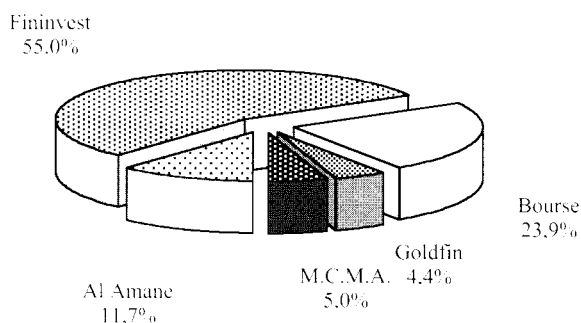
4. Répartition du capital social actuel

L'actionnariat de Diac Salaf est stable et se répartit comme suit au 31 décembre 1998 :

Actionnaire	Nombre d'actions	% capital
Fininvest	380 732	55,0%
Al Amane	80 820	11,7%
MCMA	34 955	5,0%
Goldfin	30 240	4,4%
Divers Boursiers	165 144	23,9%
Total	691 891	100,0%

Source : Diac Salaf

Répartition du capital au 31/12/98



II. ADMINISTRATION ET CONTROLE

1. Conseil d'Administration

Conformément aux statuts, Diac Salaf est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de quinze membres au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée générale.

Actuellement, la société est administrée par un conseil d'administration composé des membres suivants:

Administrateur	Adresse sociale
M. Abdelkrim BENCHERKI	35, Bd Franklin Roosevelt – Casablanca
Société FININVEST représentée par Mme Chafika BENCHERKI	30, Bd de la Résistance – Casablanca
Société AL AMANE représentée par M. Mehdi BOUGHALEB	122, Avenue Hassan II - Casablanca
Société GOLDFIN représentée par M. Taoufik KADIRI	24, Rue Ali Abderrazak - Casablanca
M. Abdellatif ZAKI	70, Rue des Palmiers, Oasis – Casablanca
M. Mehdi BENCHERKI	35, Bd Franklin Roosevelt – Casablanca
M. Jalil BELCAID	2, Rue Pierre Curie – Casablanca
M. Fouad KABILA	7, Ruc de Lucarne - Casablanca

Source : Diac Salaf

Le conseil d'administration, se réunit sur convocation de son Président M. Abdelkrim BENCHERKI, ou deux de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

2. Dirigeants de la société et personnel

2.1 Equipe dirigeante

La présidence de la société est assurée par M. Abdelkrim BENCHERKI. Le Président est assisté dans ses fonctions de management par MM. Abdellatif ZAKI, Directeur Général qui avec l'aide du Secrétaire Général, dirige et coordonne l'activité de l'ensemble des directions, et de Mme Bouchra BERRADA, Directrice du Marketing chargée de définir la stratégie commerciale de la société.

- **M. Abdelkrim BENCHERKI** - Président

Agé de 61 ans, Monsieur BENCHERKI est diplômé de l'INSAE de Paris. Directeur à Bank Al Maghrib de 1961 à 1971, il est nommé en 1971, Vice - Président Directeur Général du Groupe Diac. Actuellement, il en est le Président Directeur Général.

- **M. Abdellatif ZAKI** - Directeur Général

Agé de 56 ans, Monsieur ZAKI est titulaire du DECS et des certificats de gestion comptable et de révision comptable, il rejoint le Groupe en 1973, où il occupe les fonctions de Directeur Général Adjoint en charge de la mise en place de l'organisation administrative de la société. En Mars 1998, il est nommé Directeur Général du Groupe.

- **M. Ahmed ZERHOUNI** – Secrétaire Général

59 ans, Monsieur ZERHOUNI, de formation comptable et financière, a exercé les fonctions de chef du service des bourses d'enseignement supérieur au Ministère d'Enseignement Supérieur de 1965 à 1973. Il rejoint le groupe Diac en avril 1973 où il occupe successivement les postes de Directeur des Ressources Humaines et de Directeur Administratif et Financier. En 1992, le Conseil d'Administration le désigne en qualité de Secrétaire Général du Groupe.

Mme. Bouchra BERRADA – Directrice du Marketing

Agée de 38 ans, diplômée de l'Ecole Artecom, elle a débuté sa carrière professionnelle chez Forum 7, agence conseil en communication, en tant que chef de projets. Elle a intégré le Groupe Diac en Juin 1998 en qualité de Directeur Marketing.

M. Erradi ESSADANI – Directeur commercial

Agé de 51 ans, diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts et titulaire du Probatoire de DECS, il a exercé les fonctions d'inspecteur des impôts au Ministère des Finances de 1970 à 1977 et chef comptable au sein de la « Fiduciaire de Casablanca » de 1977 à 1979. Depuis 1979, M. ESSADANI a intégré le groupe Diac en qualité de directeur commercial de la société Diac Salaf.

M. Mourad TORCH – Directeur du département organisation et procédures

Agé de 42 ans, titulaire d'une maîtrise en informatique (MIAGE) ainsi que d'un DESS en administration des entreprises, il a fait partie de l'encadrement de la CNSS de 1984 à 1997. Depuis septembre 1997, M. TORCH a été recruté au sein du groupe DIAC en qualité de directeur du département organisation et procédures.

M. Hicham DAOUK – Directeur du département financier et comptable

Agé de 30 ans, diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion et titulaire du diplôme universitaire de technologie approfondie de l'Université Paris – Nord (Option finances), il a intégré le groupe ONA au sein de la société Régie 3 en tant que responsable administratif et financier. Depuis juillet 1998, il a rejoint le groupe Diac en qualité de directeur financier du groupe.

M. Abderrahim MENEBEH – Directeur du département informatique

Agé de 40 ans, titulaire d'une maîtrise en informatique, il a rejoint le groupe Diac depuis mars 1988 en tant que directeur du département informatique.

M. Mohamed CHGORA – Directeur du département juridique

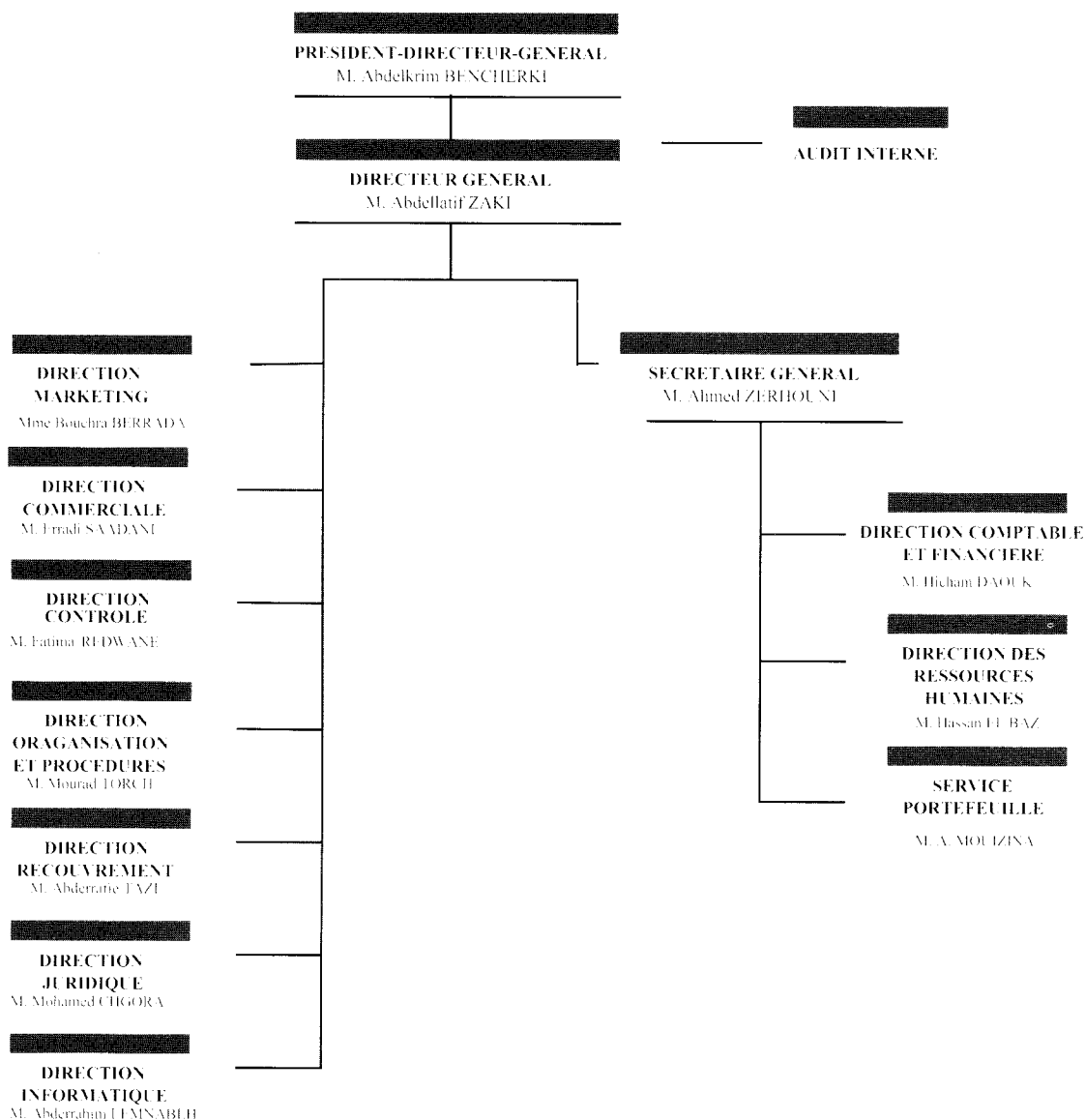
Agé de 45 ans, titulaire d'un diplôme d'études supérieures (D.E.S.) en droit privé, il a tout d'abord exercé les fonctions de sous directeur chargé du contentieux d'octobre 1986 à septembre 1997. Il a ensuite rejoint le groupe Diac en octobre 1997 en qualité de directeur du département juridique.

M. Hassan EL BAZ – Directeur des Ressources Humaines

Agé de 43 ans, titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures en Gestion du Personnel de la faculté libre international pluridisciplinaire Faclib-Paris, il a occupé le poste de chef du personnel au sein de plusieurs sociétés (bois de l'Atlas, Tube & Profil,...) et rejoint le Groupe Diac en Avril 1998 en qualité de Directeur des Ressources Humaines.

2.2 Organigramme fonctionnel

La société présente l'organigramme fonctionnel suivant au 31 décembre 1998:



La Direction Générale a pour objet d'assurer la coordination globale entre les différents services de la société et définir les orientations de politique générale. Elle est notamment assistée dans ses fonctions par :

- La Direction marketing, nouvellement créée, est chargée de définir la stratégie commerciale de la société et la réalisation de ses objectifs en matière de financement.
- La Direction commerciale est en relation avec toutes les agences et les correspondants de Diac Salaf à travers le territoire national et au niveau du siège, et supervise l'octroi des crédits aux clients et gère les dossiers de crédits.
- La Direction du contrôle a pour fonction principale la préservation des valeurs de la société et veille au contrôle de la régularité des engagements de dépenses et de toutes opérations initiées par les autres directions.

- La Direction de recouvrement assure le suivi du recouvrement de toutes les créances de la société auprès de ses clients et initie auprès du département juridique toutes les actions judiciaires nécessaires au recouvrement forcé des créances impayées par voie de justice.
- La Direction juridique est en relation avec les avocats de la société et diligente toutes les actions judiciaires tendant au recouvrement des créances de Diac Salaf.
- La Direction organisation et procédures est le garant de la fluidité de la circulation de l'information au sein de la société et veille à la satisfaction des besoins de l'ensemble des services. Cette direction assure l'interface entre le département informatique et les autres départements en vue de la conception et du développement des logiciels et la définition des besoins en matériel informatique.
- La Direction comptable et financière a pour fonction la supervision de la comptabilité, la gestion de la trésorerie et des besoins de financement, l'élaboration des budgets et la réalisation des études et analyses financières. Cette direction assure, en outre, l'interface avec les banques et les instances financières.
- La Direction des ressources humaines a pour mission de gérer le personnel et les affaires générales de la société, de planifier les actions en matière de recrutement et de formation et de veiller au respect de la réglementation du travail au sein du Groupe.
- La cellule de l'audit interne est directement rattachée à la direction générale et a pour principale mission de veiller au respect des normes comptables et procédures en vigueur au sein de la société.

Une partie du personnel de Diac Salaf est partiellement affectée aux sociétés consœurs du groupe, Diac Equipement et Diac Leasing qui versent à la société des honoraires annuels en contrepartie des prestations rendues.

2.3 Moyens humains et techniques

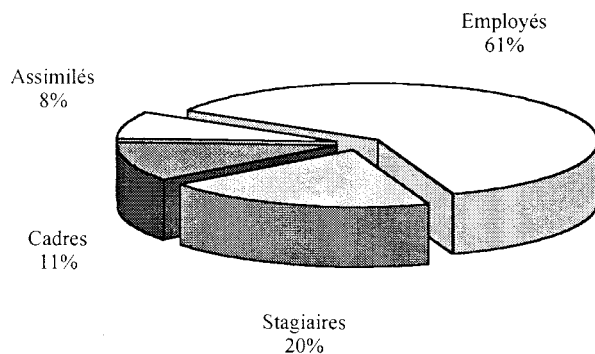
L'évolution récente du personnel de Diac Salaf se présente comme suit:

	1995	1996	1997	1998
Cadres	12	11	20	26
Assimilés	6	7	15	19
Employés	85	95	115	136
Stagiaires	1	3	3*	46*
Total	104	116	153	227

* Personnel employé dans le cadre du programme emploi - insertion

Source : Diac Salaf

Répartition des effectifs au 31/12/98



La société adopte une politique sélective en matière de ressources humaines, et le personnel employé présente un niveau élevé d'ancienneté, environ 12 ans.

Depuis 1995, Diac Salaf mène une politique de recrutement soutenue afin d'accompagner le développement de son réseau commercial composé de 24 agences à fin 1998, et renforcer de manière générale l'effectif d'encadrement tant au siège qu'au sein des nouvelles agences commerciales créées.

La formation est l'axe prioritaire du changement pour le management de Diac Salaf, et le programme de formation réalisé pour l'année 1998 est de l'ordre de 300 000 dh.

Par le biais du recrutement de jeunes diplômés chômeurs, Diac Salaf participe au programme de formation - insertion lancé par les pouvoirs publics en vue de solutionner le problème de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés chômeurs.

L'affectation des jeunes diplômés recrutés en 1998 a fait l'objet de la répartition suivante :

Affectation	Nombre
Service marketing	8
Agences	28
Service juridique	4
Service commercial	5
Service financier	1
Total	46

Source : Diac Salaf

Les indicateurs de productivité de Diac Salaf ont connu l'évolution suivante :

	1995	1996	1997	1998E
Effectif total	104	116	153	227
Production annuelle Mdh	285	366	501	836
Nombre de dossiers	27 412	33 796	39 057	60 835
Production / effectif – Mdh	2,7	3,2	3,3	3,7
Nombre de dossiers / effectif – Mdh	263,6	291,3	255,3	268,0

Source : Diac Salaf

L'accroissement de l'activité et des indicateurs de productivité fait suite :

- à la mise en place d'un outil informatique performant composé d'un AS 400, couvrant l'ensemble des fonctions opérationnelles de la société.
- à un système de communication reliant les agences et le siège permettant d'effectuer un traitement de l'information en temps réel : l'acceptation des dossiers est déléguée aux directeurs d'agences permettant ainsi une réponse immédiate aux demandes de crédits.
- au développement du réseau de distribution qui permet d'accroître notablement la proximité vis à vis du client et la qualité de service offert.
- au renforcement permanent du taux d'encadrement et de la qualification du personnel.

Ceci trouve une lecture directe au niveau de la rentabilité nette de Diac Salaf qui enregistre depuis 1995 une progression de 23,6% pour s'établir à environ 29 millions de dirhams à fin 1998.

La masse salariale représente **26,5** millions de dirhams au 31 décembre 1998.

Les moyens techniques de la société sont essentiellement composés de matériel de transport et matériel informatique : ordinateurs, serveur et logiciels. La société dispose ainsi d'un serveur AS 400 certifié prêt pour l'an 2000 par le constructeur IBM.

Par ailleurs, la société dispose d'un matériel informatique utilisé localement ainsi que sur les sites distants (agences) pouvant être détaillé de la manière suivante :

Matériel informatique	Local	Sites distants
Contrôleurs (interface entre siège et agences)	4	20
Terminaux passifs	54	55
Micro-ordinateurs en émulation	2	1
Imprimantes	11	22
Micro-ordinateurs à usage bureautique	20	1
Imprimantes à usage bureautique	15	1

Source : Diac Salaf

La connexion entre les agences et le siège est assurée par le biais de contrôleurs de terminaux de type IBM 5394 et le réseau utilisé est de type X25 de Maghripac.

La société a adopté un programme d'investissement intensif depuis 1996, pouvant être réparti comme suit :

Année	Montant investissement (Kdh)	Affectation principale
1996	4 373	Logistique, matériel de transport et acquisition / aménagement d'agences
1997	9 635	Mise en place du réseau commercial (ouverture de 9 agences)
1998	13 677	Renforcement du réseau commercial (ouverture de 14 agences)

Source : Diac Salaf

III. ACTIVITE DE DIAC SALAF

1. Historique

1948 : Diac Salaf est créée sous la dénomination « Diffusion Industrielle Automobile Agricole Chérifienne » (Diac Maroc), avec pour objet le financement par crédit à la consommation de tous biens mobiliers et immobiliers, et de tous articles d'équipement ménager.

1962 : la société est introduite en bourse.

1993 : la loi bancaire du 6 Juillet 1993 est promulguée et permet la déspecialisation des sociétés de financement et la diversification de leurs activités. Celles-ci sont dotées d'un statut spécifique selon leur activité.

1995 : initialement présente en priorité sur le segment du crédit automobile, Diac Salaf fait le choix d'un repositionnement de sa politique commerciale sur le créneau du crédit ménager.

1996 : l'arrêté du Ministère des Finances et des Investissements Extérieurs daté du 14 juillet 1996 autorise Diac Salaf à recevoir des fonds du public d'un terme supérieur à deux ans.

Au cours de cet exercice, la société lance un programme d'implantation de ses agences commerciales dans les différentes villes du Royaume et renforce le nombre de ses correspondants et revendeurs. Diac Salaf initie également une stratégie de partenariat avec les entreprises à travers des conventions permettant d'assurer le précompte des prêts accordés à leur personnel.

1997 : la société change de dénomination sociale pour devenir « Diac Salaf ».

Au cours de cet exercice, le Ministère des Finances édicte les mesures prudentielles suivantes applicables aux sociétés de financement :

- fixation d'un taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédits dénommé taux effectif global (TEG) à 20,42% HT ramené progressivement à 18,54% HT au 1^{er} octobre 1998,
- obligation de respecter en permanence le coefficient minimum de solvabilité à hauteur de 8% et le coefficient maximum de division des risques (risques encourus sur un même bénéficiaire / fonds propres nets) à hauteur de 10%.

1998 : émission de Bons de Sociétés de Financement pour un montant global de 200 millions de dirhams au taux de 8,25% et augmentation de capital par incorporation de réserves à hauteur de 11,5 millions de dirhams.

La société poursuit le développement de son réseau de distribution qui compte désormais 24 agences commerciales, 6 correspondants, et 227 revendeurs agréés. La clientèle se compose de plus de 1 111 organismes conventionnés employant des fonctionnaires et salariés du secteur public et privé.

Diac Salaf emploie **227** personnes au 31 Décembre 1998.

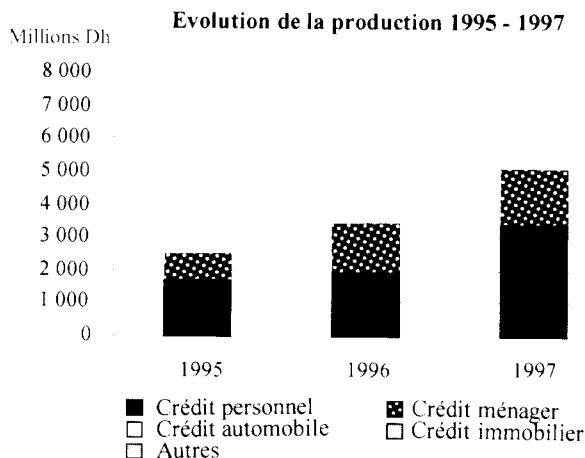
2. Aperçu du secteur du crédit à la consommation

Le secteur du crédit à la consommation englobe 3 catégories de produits : crédit personnel, crédit d'équipement ménager et crédit automobile, et enregistre l'évolution suivante de sa production :

	1995	1996	1997	30/06/1998
Crédit personnel	1 722	1 980	3 420	1 916
Crédit ménager	897	1 499	1 679	881
Crédit automobile	751	876	1 410	739
Crédit immobilier	426	457	586	386
Autres	100	65	36	100
TOTAL	3 896	4 877	7 131	4 022

Production en Mdh

Source : Rapports APSF



Au 1er semestre 1998, les financements octroyés se sont établis à 4.022 millions de Dh contre 2.912 millions de Dh au premier semestre 1997, soit une croissance de 38% .

Le marché du crédit à la consommation se caractérise par un rythme de croissance soutenu (+25% entre 1995 et 1996 et +46% entre 1996 et 1997) et se marque désormais par la prépondérance du crédit personnel, qui représente environ 48% de la production du secteur à fin 1997.

Les crédits d'équipement représentent la deuxième catégorie de produits commercialisés par le secteur, avec environ 24% de la production en 1997, et sont destinés à l'équipement des ménages. Ils enregistrent une croissance de près de 12% entre 1996 et 1997 et présentent des perspectives de croissance significatives à moyen et long terme compte tenu du sous-équipement des ménages marocains.

En effet, selon une enquête réalisée par la Direction de la Statistique en 1998, il ressort que le niveau d'équipement des ménages demeure très limité à l'échelle nationale, puisque la majorité des produits d'équipement ménager ne dépasse pas un taux d'équipement de 21%, seul le téléviseur et dans une moindre mesure le réfrigérateur connaissent des taux d'environ 44%.

Le crédit automobile figure parmi les premiers produits historiquement commercialisés par la profession, mais subit depuis 1991 une baisse accrue dans un contexte de crise économique, mais aussi, en raison de conditions douanières favorisant l'importation de véhicules d'occasion.

Toutefois, la baisse quasi généralisée des prix de voitures neuves et le lancement de la voiture économique devraient favoriser une reprise de ce produit, comme l'atteste la progression de la production enregistrée en 1997 (+51%). La part des crédits automobiles dans la production du secteur s'établit à 20% en 1997.

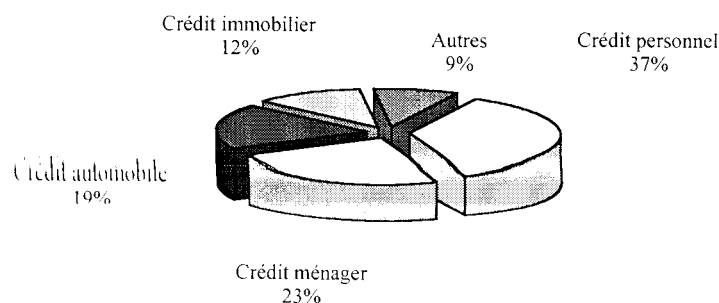
A fin 1997, l'encours global sectoriel s'établit à 11,2 milliards de dirhams se répartissant comme suit :

	1997
Crédit personnel	4.050
Crédit ménager	2.602
Crédit automobile	2.179
Crédit immobilier	1.352
Autres	1.036
Total	11.219

Encours en Mdh

Source : Rapports APSF

Ventilation de l'encours sectoriel au 31/12/1997



En 1997, Diac – Salaf représente une part de marché estimée respectivement à **8,8%** en terme de production et **10,6%** en terme d'encours sur les segments 'ménager', 'personnel' et 'automobile'.

Le tableau suivant résume l'évolution de la part de marché de Diac Salaf en terme de production et d'encours entre 1995 et 1997 :

	1995	1996	1997
Production	7,3%	7,5%	8,8%
Encours	9,4%	8,3%	10,6%

Source : APSF

Estimation : Attijari Finances Corp.

3. Produits commercialisés et structure commerciale

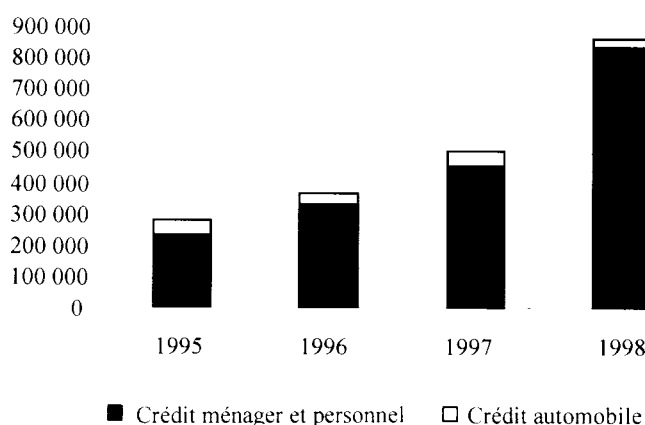
3.1 Produits commercialisés

Diac Salaf assure la commercialisation de deux catégories de produits : crédit ménager et personnel et crédit automobile.

	1995	1996	1997	1998 ^E
Crédit ménager et personnel	227 700	330 757	447 912	803 437
Crédit automobile	56 871	34 524	53 791	32 744
Total	284 571	365 281	501 703	836 181

Production en kdh
Source : Diac Salaf

Production 1995 – 1998^E



Depuis 1995, Diac - Salaf a amorcé un recentrage de sa politique commerciale sur le créneau du crédit ménager et personnel qui enregistre une croissance annuelle de l'ordre de 79,4% entre 1997 et 1998 contre 35,4% entre 1996 et 1997, et représente 96,1% du montant global des financements distribués à fin 1998.

Ce recentrage s'inscrit dans une optique de gestion sécurisée des encours et fait suite à la mise en place du crédit ménager et personnel en 1994.

Cette nouvelle réorientation vers le créneau de crédit ménager et personnel s'est traduite par une baisse en 1996 de la production automobile (-39%). Quant à l'augmentation de ses financements en 1997, ils sont justifiés pour l'essentiel par les réaménagements opérés sur certains crédits.

En 1998, Diac Salaf a lancé une nouvelle formule dans la catégorie de produits personnels, visant la satisfaction des nombreux besoins de sa clientèle : le crédit libre, et a réalisé une production globale de 836 millions de dirhams.

L'évolution des encours client (hors agios) traduit également la réorientation de l'activité vers le créneau du crédit ménager et personnel :

	1995		1996		1997		1998 ^E	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Crédit ménager et personnel	252 036	49%	458 609	70%	707 596	77%	1 200 920	86%
Crédit automobile	262 324	51%	200 312	30%	213 851	23%	192 763	14%
Total	514 360	100%	658 921	100%	921 447	100%	1 393 683	100%

Encours hors agios en kdh
Source : Diac Salaf

A terme, la société s'oriente vers l'abandon définitif du crédit automobile.

Diac Salaf commercialise ses produits essentiellement auprès de fonctionnaires et des employés du secteur public et privé conventionnés. Ceci permet à la société de sécuriser ses emplois de manière satisfaisante.

Les principales caractéristiques des produits commercialisés présentent l'évolution suivante :

		1995	1996	1997	1998 ^E
Production – 000 Dh	(1)	284 571	365 281	501 703	836 181
Nombre de dossiers	(2)	27 412	33 796	39 057	60 835
Montant moyen – Dh	(1) / (2)	10 381,3	10 808,4	12 845,4	13 745,1
Durée moyenne – mois		35	39	40	41

Source : Diac Salaf

Les taux appliqués par Diac Salaf à sa clientèle se situent dans une fourchette comprise entre 16,25% et 17,50% hors taxes.

La quasi totalité des crédits octroyés par Diac Salaf sont des crédits dits conventionnés : le prélèvement de la traite est effectué par l'organisme employeur, puis reversé à Diac Salaf.

La répartition de l'encours global de Diac Salaf entre crédit conventionné et crédit non conventionné connaît, depuis 1996, l'évolution suivante :

	1996	1997	1998 ^E
Encours bruts des crédits conventionnés	645 774	830 498	1 064 019
Encours bruts des crédits non conventionnés	13 147	90 949	329 664
Total	658 921	921 447	1 393 683

Source : Diac Salaf - Kdh

Le nombre de conventions signées par Diac Salaf avec des organismes privés et publics se décline de la manière suivante :

	1996	1997	1998 ^E
Conventions privées	2	211	331
Conventions publiques	60	83	341
Total	62	294	672

Source : Diac Salaf - Kdh

Au 31 décembre 1998, Diac Salaf dispose de 1 111 conventions dont 545 sont signées avec des organismes privés et 566 avec des organismes publics.

Le mode de tarification appliqué par Diac Salaf est fixe.

Par ailleurs, les crédits octroyés par Diac Salaf sont proportionnellement répartis entre des durées inférieures à 1 an et comprises entre un an et cinq ans. La ventilation de l'encours par durée peut être détaillée de la manière suivante :

	1996	1997	1998 ^E
Encours < 1 an	370 148	474 282	661 796
1 an < Encours < 5 an	288 773	447 165	731 887
Total	658 921	921 447	1 393 683

Source : Diac Salaf – Kdh

3.2 Structure commerciale

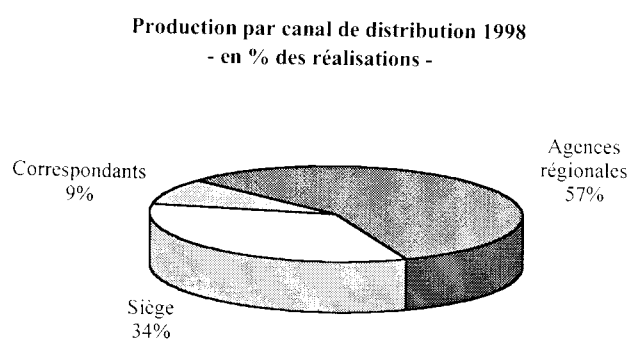
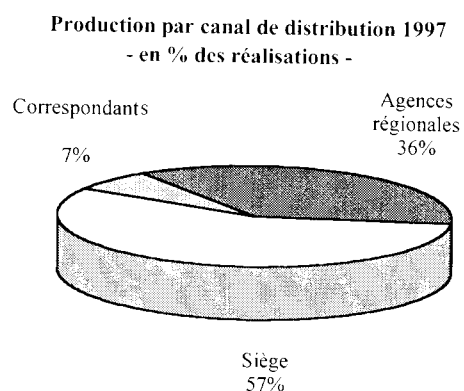
La politique commerciale développée par Diac Salaf repose sur :

- le ciblage d'une clientèle conventionnée offrant des garanties satisfaisantes de solvabilité (grandes entreprises, offices, administration publique...),
- l'élargissement et la diversification du réseau de distribution, dans un souci de proximité vis à vis de la clientèle et d'amélioration de la qualité de service.

L'évolution de la production de crédits ménagers et personnels se répartit comme suit par canal de distribution :

	Montant de financement		Nombre de dossiers	
	1997	1998 ^E	1997	1998 ^E
Siège	258 368	280 309	22 175	19 172
Agences régionales	159 796	482 083	14 633	36 424
Correspondants	29 748	73 789	2 136	5 239
TOTAL	447 912	836 181	38 944	60 835

Production de crédits personnels et ménagers en Kdh Source : Diac Salaf



A fin 1997, l'essentiel de la production de crédits personnels et ménagers commercialisée à travers les agences est localisé sur la région de Rabat.

	Montant de financement	Nombre de dossiers	Date de démarrage
Rabat	124 787,2	12 171	1996
Kénitra	12 583,0	934	Juillet 1997
Tétouan	11 080,0	740	Juillet 1997
Marrakech	6 503,3	442	Juillet 1997
Agadir	4 068,3	299	Août 1997
Tanger	774,5	47	Août 1997
TOTAL	159 796,2	14 633	-

Source : Diac Salaf - Kdh

L'ouverture de nouvelles agences opérationnelles permettra progressivement à Diac Salaf de rehausser la contribution des régions hors Rabat et Casablanca à la production et aux encours globaux.

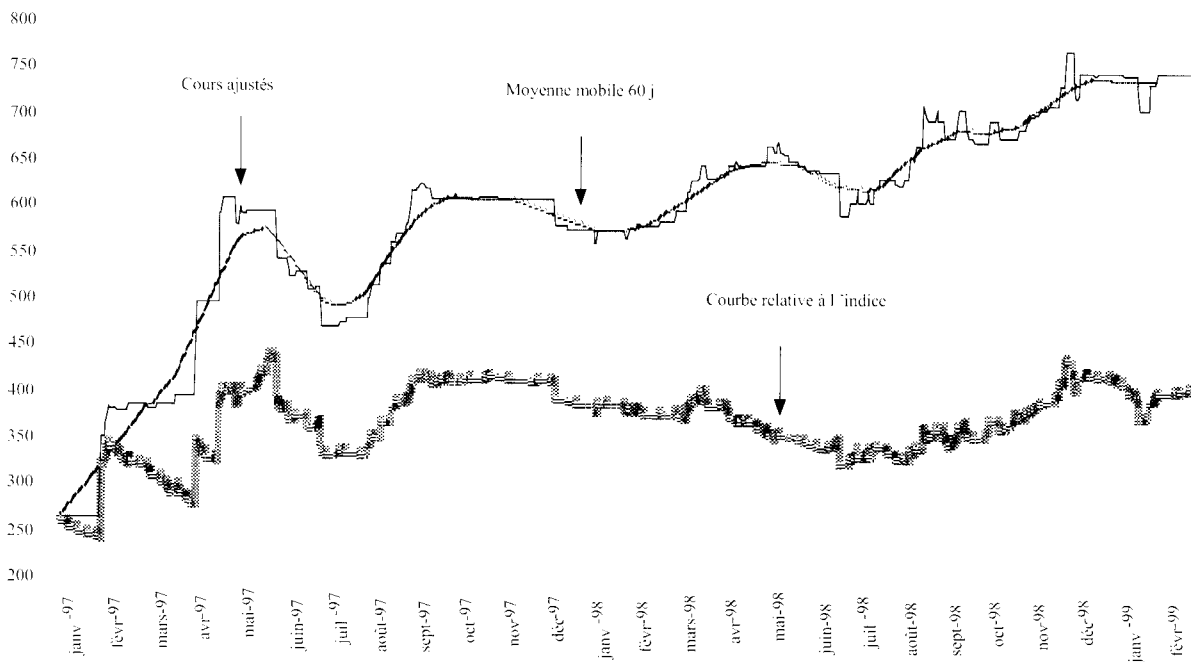
Le nombre d'agences opérationnelles est de 24 à fin décembre 1998 et connu l'évolution suivante : ouverture d'une agence en 1996, de 9 agences en 1997 et de 14 agences en 1998. Le réseau de distribution compte également 227 revendeurs agréés et 6 correspondants.

4. Caractéristiques boursières

Au 10 mars 1999, l'action Diac Salaf est cotée à 750 dirhams et représente une capitalisation boursière d'environ 519 millions de dirhams.

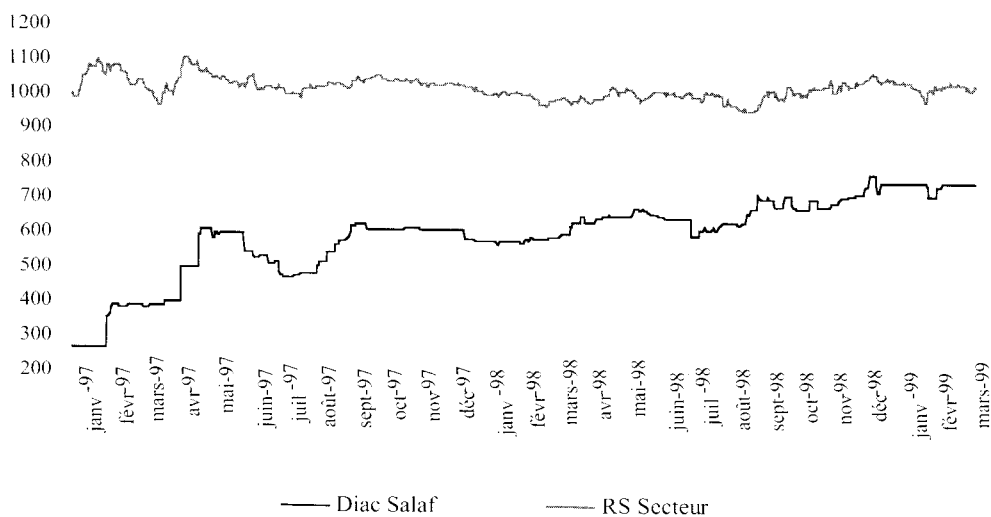
4.1 Evolution ajustée du cours ajusté de Diac Salaf depuis le 1er janvier 1997

Depuis le 1er janvier 1997, l'évolution du cours ajusté de Diac Salaf s'est établie comme suit :



L'évolution comparée du cours de l'action Diac Salaf et de l'indice sectoriel* s'établit au 10 mars 1999 comme suit :

Evolution du cours Diac Salaf comparé à l'indice sectoriel



Source : Attijari Finances Corp.

*composé de Acred, Crédor, Diac Salaf, Eqdom, Sofac Crédit, Somafic Taslif et Diac Equipment

4.2. Fondamentaux boursiers de Diac Salaf

Sur la base du cours boursier au 10 mars 1999, les fondamentaux boursiers de Diac Salaf, ajustés des augmentations de capital, s'établissent comme suit :

	BPA	ANA	DPA	P/E	P/B	D/Y
1997	35,2	143,8	15,0	21,3	5,2	2,0%
1998	37,6	166,4	15,0	20,0	4,5	2,0%
1999^E	40,2	191,6	15,0	18,7	3,9	Nd

Dh - Nd : non disponible

Source : Attijari Intermédiation

En 1998, le volume des transactions du titre Diac Salaf a concerné un montant de 204,4 millions de dirhams contre 64 millions de dirhams pour l'année 1997 et 12 millions de dirhams en 1996, dont 160,7 millions de dirhams ont été traités sur le marché des cessions directes et 43,7 millions de dirhams sur le marché officiel.

Sur le marché officiel, le titre Diac Salaf a clôturé l'année 1998 au cours de 750 Dh contre 695 Dh en 1997 et 385 Dh au 31 décembre 1996, soit une progression moyenne de 40,3%.

Les cours extrêmes enregistrés par Diac Salaf au cours de la période 1996 - 1998 peuvent être résumés comme suit :

	1996	1997	1998
Cours minimum	155	360	597
Cours maximum	395	883	779

Source : S.B.V.C.

Dh

Le ratio de liquidité des titres Diac Salaf (volumes traités / capitalisation boursière de Diac Salaf) s'établit à 8 % au 31/12/1997, en comparaison à une liquidité moyenne du marché de 7,67% pour la même date. (source : SBVC).

Diac Salaf rémunère tous les ans ses actionnaires par des émissions d'actions gratuites. Au 10 mars 1999, les performances du titre Diac Salaf sont les suivantes :

	Cours (dh) au 10/03/1999	Perf 1 mois	Perf 3 mois	Perf 6 mois	Perf 12 mois	Perf depuis le 01/01/1999
Diac Salaf	750	0,0%	-3,1%	7,1%	25,0%	0,0%
Indice sectoriel	1 840,3	-3,6%	-1,0%	-5,1%	17,5%	-0,1%
Indice CFG 25	12 723,7	1,3%	2,5%	-6,1%	13,2%	1,3%

Source : Attijari Intermédiation

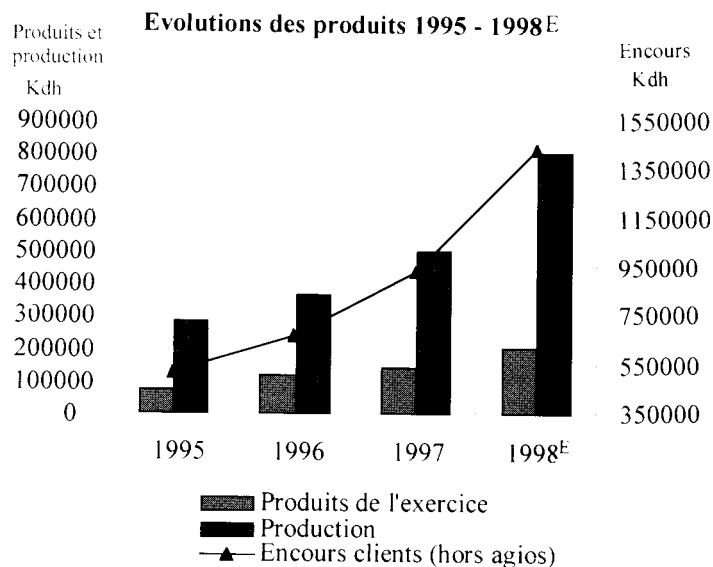
**PARTIE IV : PRODUCTION, RENTABILITE ET STRUCTURE
FINANCIERE**

I. PRODUCTION

Au cours de la période 1995 – 1998, Diac Salaf a connu l'évolution suivante de son activité :

	1995	1996	1997	1998 ^E
Produits de l'exercice	75 498	119 282	139 563	207 271
Production	284 571	365 281	501 703	836 181
Encours hors agios bruts	514 360	658 921	921 447	1 393 683

Source : Diac Salaf - Kdh



La répartition des produits de Diac Salaf connaît, de puis 1996 l'évolution suivante :

	1995	1996	1997	1998 ^E
Crédit ménager et personnel	-	87 122	116 966	186 767
Crédit automobile	-	24 537	13 497	11 904
Dont honoraires de gestion	-	7 623	9 100	8 600
Produits de l'exercice	75 498	119 282	139 563	207 271

Source : Diac Salaf - Kdh

La progression enregistrée des indicateurs d'activité s'explique notamment par:

- l'élargissement du réseau d'agences et de correspondants à travers le Royaume,
- la signature de conventions avec des entreprises en vue d'assurer le précompte des échéances des prêts accordés à leur personnel,
- la baisse régulière et compétitive des taux d'intérêts pratiqués, indexée sur celle du taux de refinancement et le TEG,
- le renforcement des équipes commerciales : en effet, les personnes recrutées et affectées au département commercial sont respectivement pour les années 1996, 1997 et 1998 au nombre de 6, 32 et 58 personnes.

Par ailleurs, le repositionnement opéré par Diac Salaf depuis 1995 sur les créneaux du crédit ménager et personnel permet à cette dernière de bénéficier des taux de croissance élevés caractérisant ces segments d'activité. La hausse des produits d'exploitation constatée intervient ainsi malgré la baisse des taux d'intérêt facturés à la clientèle au cours de la période considérée.

La société Diac Salaf intervient en tant que gestionnaire des sociétés consœurs Diac – Equipement et Diac Leasing et perçoit à ce titre des honoraires de gestion dont le montant s'établit respectivement à 3 500 Kdh et 5 100 Kdh au titre de l'exercice 1998.

En 1998, Diac Salaf réalise des produits de l'ordre de 207,3 millions de dirhams, pour une production et un encours clients hors agios respectivement de l'ordre de 836 et 1 394 millions de dirhams.

La hausse de l'activité de Diac Salaf s'est également effectuée dans des conditions satisfaisantes de maîtrise des risques :

	1995	1996	1997	1998 ^E
Encours hors agios	514 360	658 921	921 447	1 393 683
Encours avec agios	510 059	746 772	1 076 857	1 649 815
Créances impayées contentieuses	164 235	128 232	151 594	195 323
<i>Dont 'portefeuille automobile'</i>	161 024	119 394	114 447	125 946
Provisions	124 927	88 133	100 797	115 899
Reprises sur provisions	-	48 819	6 362	-
Créances impayées contentieuses/encours hors agios	31,93%	19,46%	16,45%	14,01%

Source : Diac Salaf – Kdh

La société a procédé à une reprise sur le portefeuille d'effets impayés contentieux pour un montant de 6.361 Kdh en 1997 contre 48.819 Kdh en 1996, correspondant à des créances provisionnées à 100% et datant de plus de 10 ans. La contrepartie a été comptabilisée dans un compte de charges non courantes, en créance irrécouvrables afin de solder les comptes clients.

En 1998, la société a comptabilisé pour un montant de 300 Kdh une dotation aux provisions pour risques correspondant à un impôt à payer en 1999.

La maîtrise des risques se reflète dans la baisse significative de la part des créances douteuses dans les encours de Diac Salaf, combinée à une progression des taux de provisionnement enregistrés (provisions pour créances impayées / créances impayées) :

	1995	1996	1997	1998 ^E
Provisions pour créances impayées contentieuses crédit automobile	124 927	88 133	86 922	88 148
Créances impayées contentieuses crédit automobile	161 024	119 394	114 447	125 946
Taux de provisionnement crédit automobile	77,6%	73,8%	75,9%	70,0%
Provisions pour créances impayées contentieuses crédit ménager	-	-	13 875	27 751
Créances impayées contentieuses crédit ménager	3 211	8 838	37 147	69 377
Taux de provisionnement crédit ménager	-	-	37,4%	40,0%

Source : Diac Salaf – Kdh

II. RENTABILITE

Les principaux indicateurs de rentabilité de Diac Salaf enregistrent l'évolution suivante:

	1995	1996	1997	1998 ^E
Produits de l'exercice	75 498	119 282	139 563	207 271
Charges financières	30 771	41 824	54 729	95 011
Marge brute d'exploitation	44 727	77 458	84 834	112 260
<i>En % du CA</i>	<i>59,2%</i>	<i>64,9%</i>	<i>60,8%</i>	<i>54,2%</i>
Autres produits	52	100	293	44
Charges d'exploitation	30 482	40 217	46 863	78 182
Résultat d'exploitation*	14 297	37 341	38 264	34 122
<i>En % du CA</i>	<i>18,9%</i>	<i>31,3%</i>	<i>27,4%</i>	<i>16,5%</i>
Résultat net	15 497	23 628	24 327	29 290

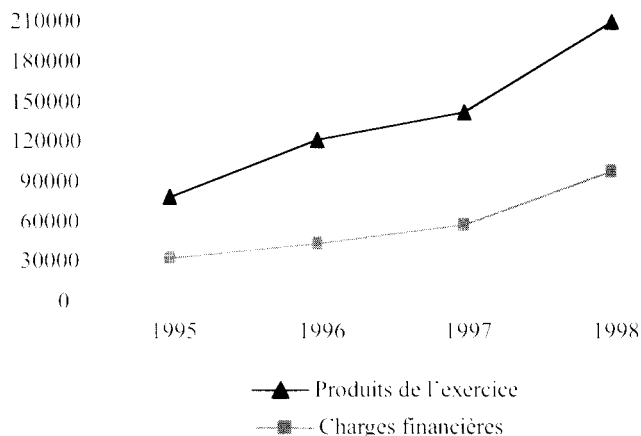
* hors produits financiers
Kdh - Source : Diac Salaf

Diac Salaf améliore sa marge brute d'exploitation grâce à une baisse maîtrisée de ses coûts de financement, liée à une optimisation de l'adossé des emplois et des ressources, clairement opéré à partir de 1997.

La société a ainsi réorienté sa politique d'endettement en faisant appel au marché financier (BSF) et en contractant des emprunts à moyen et long terme à des coûts avantageux. En effet, le taux de refinancement moyen de Diac Salaf, arrêté suivant l'encours des ressources financières externes au 31 décembre 1998 est estimé à 9,63%.

Par ailleurs, la société bénéficie d'un effet de levier favorable sur ses charges de personnel grâce aux efforts entrepris en terme de productivité.

Evolution comparée des produits de l'exercice et charges d'exploitation 1995 - 1998



Du point de vue des actionnaires, la rentabilité des capitaux propres (ROE moyen) et des actifs (ROA moyen) évoluent comme suit :

	1995	1996	1997	1998 ^E
ROE (1)	27,1%	32,0%	26,7%	26,7%
ROA (2)	4,1%	4,6%	3,3%	2,6%

(1) Résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1

(2) Résultat net de l'exercice n / total bilan net moyen (retraité des agios à échoir) des exercices n, n-1

Source : Diac Salaf

Au cours de la période 1995 – 1998, la rentabilité financière se maintient à des niveaux élevés, grâce à la progression du résultat net enregistrée sur la période.

La baisse relative du ROE pour les années 1997 et 1998 s'explique par le maintien du résultat net à des niveaux respectifs de 24 et 29 millions de dirhams, pour des fonds propres établis à respectivement 99,5 et 119,8 millions de dirhams.

III. STRUCTURE BILANTIELLE

ACTIF	1995	1996	1997	1998 ^E
Actif immobilisé	22 357	26 514	35 171	63 150
Actif circulant	514 499	751 938	1 081 993	1 661 777
Trésorerie actif	6 630	2 929	15 211	6 138
Total ACTIF	543 486	781 381	1 132 375	1 731 065
PASSIF				
Capitaux propres	64 885	82 733	99 503	119 794
Dettes de financement	65 150	189 160	420 599	628 013
Capitaux permanents	130 035	271 893	520 102	747 807
Passif circulant	206 172	285 186	329 597	472 817
Trésorerie passif	207 279	224 302	282 676	510 441
Total PASSIF	543 486	781 381	1 132 375	1 731 065

Kdh

Commentaires :

- L'augmentation en rythme annuel moyen de l'actif immobilisé de l'ordre de +41,4% entre 1995 et 1998 s'explique pour l'essentiel par les nouvelles acquisitions d'agences effectuées par la société dans le cadre de sa politique de développement du réseau commercial.
- Les capitaux propres croissent sous l'effet conjugué de l'augmentation de capital par incorporation de réserves réalisée au cours de l'exercice 1998 pour un montant de 11,5 millions de dirhams et du résultat net enregistré au titre de la même année d'environ 29,3 millions de dirhams avant distribution de dividendes.
- L'endettement net croît en corrélation avec le niveau de l'activité et des encours et se caractérise par un poids accru des dettes à moyen et long terme. Ceci traduit un meilleur adossement des emplois et ressources de Diac Salaf. La société a contracté un certain nombre de crédits à moyen terme et a émis, en 1998, des bons de sociétés de financement.
- L'actif circulant croît directement sous l'effet de la hausse de l'encours client. Il évolue ainsi de 514,5 à 1 661,8 millions de dirhams entre 1995 et 1998.

Les grandeurs bilantielles de la société ont connu l'évolution suivante :

	1995	1996	1997	1998 ^E
Ressources stables	130 035	271 893	520 102	747 807
Actif immobilisé	22 357	26 514	35 171	63 150
FDR	107 678	245 379	484 931	684 657
Actif circulant	514 499	751 938	1 081 993	1 661 777
Passif circulant	206 172	285 186	329 597	472 817
BFR	308 327	466 752	752 396	1 188 960
Solde Net de Trésorerie	-200 649	-221 373	-267 465	-504 303

Source : Diac Salaf - Kdh

Diac Salaf a adopté une nouvelle stratégie en matière de financement, privilégiant le moyen et long terme au détriment du court terme afin d'accompagner sa croissance externe. La société émet ainsi en 1998, des bons de sociétés de financement pour un montant global de 200 millions de dirhams à une maturité de 3 ans et au taux de 8,25%.

IV. COMPTES D'EXPLOITATION

Compte de résultat au 31.12.97

Charges	Montants	Produits	Montants
Achats consommés de matières et fournitures	5 562	Prestations et frais	139 563
Autres charges externes	9 086	Prestations de services	
Impôts et taxes	914	Autres produits d'exploitation	51
Charges de personnel	19 326	Reprises d'exploitation	243
Charges financières	54 729	Produits financiers	1 289
Dotations d'exploitation	11 976	Produits non courants	7 118
Charges non courantes	6 597		
Impôts sur les résultats	15 747		
Résultat net	24 327		
TOTAL	148 264	TOTAL	148 264

Kdh - Source : Diac Salaf

Compte de résultat au 31.12.98

Charges	Montants	Produits	Montants
Achats consommés de matières et fournitures	8 660	Prestations et frais	207 271
Autres charges externes	15 102	Prestations de services	
Impôts et taxes	568	Autres produits d'exploitation	44
Charges de personnel	26 494	Reprises d'exploitation	
Charges financières	95 011	Produits financiers	1 518
Dotations d'exploitation	27 358	Produits non courants	20 526
Charges non courantes	4 636		
Impôts sur les résultats	22 240		
Résultat net	29 290		
TOTAL	229 359	TOTAL	229 359

Kdh - Source : Diac Salaf

Commentaires :

La comparaison entre les comptes d'exploitation arrêtés au 31.12.1997 et 31.12.1998 fait ressortir les évolutions suivantes :

- Les prestations et frais facturés par Diac Salaf s'établissent à 207 271 Kdh au 31/12/1998, et enregistrent une croissance de l'ordre de 48,5 % par rapport au 31/12/1997, suite à la progression de la production et des encours.
- La progression générale des charges d'exploitation hors dotations s'explique par l'accroissement des frais de fonctionnement lié à la création de nouvelles agences commerciales de Diac Salaf (loyers...), ainsi qu'aux frais inhérents aux différentes actions commerciales et publicitaires menées par la société au cours de l'année.
- Les charges financières, d'un montant de 95 011 Kdh au 31/12/1998, s'inscrivent en augmentation de 73,6% eu égard à l'augmentation de l'endettement tant bancaire que par appel au marché financier (émission de Bons de Sociétés de Financement pour un montant de 200 millions de dirhams), lié au financement de la production.
- Le résultat non courant fait apparaître des charges non courantes d'un montant de 4,6 millions de dirhams relatif à des créances irrécouvrables ainsi qu'à la contribution libératoire pour des montants respectifs de 3 et 1,2 millions de dirhams. Les produits non courants d'un montant global de 20,5 millions de dirhams correspondent à hauteur de 18 millions de dirhams à une récupération sur les fonds de garantie et pour 1,5 millions de dirhams à un dégrèvement fiscal obtenu par la société.
- Le résultat net a connu une progression de l'ordre de 20% en 1998, suite à la croissance importante du chiffre d'affaires. La société prévoit de réaliser un résultat net d'environ 32 millions de dirhams en 1999.

Enfin, le niveau des ratios de solvabilité enregistrés atteste de l'assise financière de la société :

	1995	1996	1997	1998E
Fonds propres (1)	64 885	82 733	99 503	119 794
Encours hors agios nets (2)	389 433	570 788	820 653	1 277 786
Ratio de solvabilité (1) / (2)	16,7%	14,5%	12,1%	9,4%

Source : Diac Salaf - Kdh

**PARTIE V : FACTEURS DE RISQUES – FAITS
EXCEPTIONNELS OU LITIGES**

I. FACTEURS DE RISQUES

1. Concurrence

Le secteur du crédit à la consommation est fortement concurrentiel et compte un nombre élevé d'opérateurs. Il est également concentré dans la mesure où les 4 premiers opérateurs détiennent près de 79% du marché (1996).

En 1997, Diac Salaf représente une part de marché estimée respectivement à 7,7% en terme de production et 10,4% en terme d'encours sur les segments 'ménager', 'personnel' et 'automobile'.

Le repositionnement de la société sur les créneaux du crédit ménager et personnel depuis 1994, devra contribuer à maintenir des taux de croissance élevés de la production et des encours.

2. Risques de taux

De par son activité, Diac Salaf est exposée à un risque de renchérissement du coût de ses ressources et de réduction plus ou moins significative des taux appliqués à la clientèle dans un contexte de vive concurrence.

Diac Salaf a subi une baisse régulière des taux facturés à la clientèle depuis l'instauration du TEG par Bank Al Maghrib en 1997. Cette baisse a toutefois été partiellement compensée par une optimisation du coût des ressources à travers :

- l'appel au marché financier à travers des émissions de Bons de Société de Financement (1998),
- un adossement satisfaisant de la maturité des emplois et ressources,
- l'obtention de taux de refinancement attractifs auprès des banques partenaires.

3. Couverture des risques

Les autorités monétaires ont édicté en 1997 une série de mesures parmi lesquelles :

- la fixation d'un taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédits (TEG) fixé à 20,42% HT ramené à 18,54% HT, depuis le 1^{er} octobre 1998,
- la mise en place du coefficient minimum de solvabilité et du coefficient maximum de division des risques respectivement à hauteur de 8% et 10%,
- l'instauration à venir d'une réglementation relative aux créances en souffrance.

Diac Salaf se conforme strictement à ces contraintes réglementaires et adopte une politique de provisionnement rigoureuse. La clientèle, largement conventionnée, permet à la société d'effectuer une gestion sécurisée des engagements.

4. Risque informatique

Concernant le passage à l'an 2000, le système utilisé par la société (AS 400) est conforme à la certification 2000 de l'ITAA. Les applicatifs de gestion sont également conformes à l'an 2000.

La société n'encourt aucun risque de dépendance à l'égard des tiers, et notamment vis à vis de son interlocuteur principal à savoir les banques, qui ont déjà préparé leur système informatique au passage de l'an 2000.

II. COMMENTAIRES DE LA DIRECTION GENERALE

Activité

Depuis 1995, Diac Salaf a réorienté son activité vers les créneaux du crédit ménager et personnel. Ces deux catégories représentent ainsi respectivement 96% de la production et 84% des encours à fin 1998.

Le désengagement du crédit automobile est ainsi amorcé et permettra désormais à Diac Salaf d'abaisser progressivement le montant des impayés en portefeuille, lesquels sont par ailleurs couverts par des provisions à hauteur de 76%.

Depuis 1996, le développement de l'activité s'est effectué à travers une stratégie de proximité vis à vis de la clientèle et de renforcement du réseau de distribution (implantation d'agences dans le Royaume), mais aussi grâce à une action soutenue visant à accroître le volume de conventions signées avec les entreprises.

Diac Salaf s'est enfin engagée dans une politique sélective et maîtrisée en matière de recrutement afin d'accompagner l'extension de son réseau de distribution et renforcer le personnel d'encadrement.

Rentabilité

Diac Salaf enregistre une croissance significative et conjointe de ses volumes d'activité et de sa rentabilité nette au cours de la période 1995 – 1998^F : respectivement 40% et 24% en rythme annuel moyen.

La société bénéficie en particulier d'un effet de levier favorable sur ses charges de personnel grâce à des efforts conséquents de productivité, et parvient à préserver une marge d'intermédiation en croissance, en dépit de la baisse appliquée des tarifs facturés à la clientèle.

L'amélioration structurelle de la rentabilité opérationnelle de Diac Salaf s'explique ainsi pour l'essentiel par la baisse des coûts de refinancement dans un contexte de croissance globale des volumes d'activité.

Perspectives

L'activité de Diac Salaf est appelée à enregistrer un développement soutenu au cours des prochains exercices essentiellement grâce à la politique de renforcement du réseau de distribution mise en œuvre.

Cette stratégie, initiée en 1996, sera poursuivie et visera à accroître le nombre d'agences commerciales en plus des agences implantées à ce jour dans les villes et localités suivantes : Rabat, Casablanca, Settat, Oujda, Temara, Safi, Mohammedia, Berrechid, Salé, Larache, Nador, Tétouan, Tanger, Fès, Meknès, El Jadida, Marrakech et Agadir.

Le développement de la clientèle conventionnée est également en cours et permettra d'accroître davantage les volumes d'activité dans des conditions satisfaisantes de maîtrise des risques.

Enfin, la société s'engage dans une stratégie de financement de sa croissance visant à la fois à diversifier les sources de financement, optimiser le coût des ressources, mais aussi, préserver des niveaux acceptables de rentabilité financière pour les actionnaires.

La production réalisée en 1998 est de 836 millions de dirhams en augmentation de 66,7% par rapport à l'exercice précédent, pour une rentabilité nette estimée de 29,3 millions de dirhams.

La production et le chiffres d'affaires prévus par Diac Salaf en 1999 sont respectivement de l'ordre de 1 milliard de dirhams et 260 millions de dirhams. En outre, la société a d'ores et déjà planifié un programme d'investissement de montants respectifs de 6 et 3 millions de dirhams pour les années 1999 et 2000 consacrés notamment aux ouvertures de nouvelles agences.

III. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la date de réalisation de la présente Note d'Information, la société ne connaît pas selon la Direction Générale, de faits exceptionnels ou de litiges affectant de manière significative la situation de Diac Salaf.

PARTIE VI : ETATS ET METHODES COMPTABLES

I. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

1. Principes généraux

Les comptes annuels des exercices clos le 31 décembre 1995, 1996 et 1997 ont été établis selon les règles du Code Général de Normalisation Comptable (CGNC), dans le respect des principes de prudence, de permanence des méthodes, de spécialisation des exercices, du coût historique, de clarté et conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation.

En attendant l'instauration d'un plan comptable adapté au secteur prévu pour 1999, les agios à échoir sont répartis de façon dégressive selon les échéanciers de remboursement. Ils sont comptabilisés à l'actif dans l'encours des créances clients et enregistrés au passif dans les comptes de régularisation. Ils sont progressivement déduits de l'actif et du passif au fur et à mesure que les échéances sont remboursées.

Les intérêts sont calculés au taux dégressif sur le capital restant dû en tenant compte des remboursements successifs des mensualités.

2. Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à la valeur d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire à des taux déterminés en fonction de la durée de vie estimée pour chaque catégorie d'immobilisation.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

Constructions	5%
Agencement	10%
Matériel de transport	20%
Mobilier de bureau	10%
Matériel informatique	20%
Matériel de bureau	10%

3. Provisions

Les effets et chèques impayés contentieux font l'objet de provisions pour dépréciation aux taux jugés nécessaires par la Direction Générale, en fonction des éléments dont elle dispose pour l'appréciation du risque de non recouvrement total ou partiel et en tenant compte des garanties réelles détenues et leur valeur probable de réalisation.

4. Intérêts de retard sur effets impayés

Pour les montants non réglés à leur échéance par les clients, Diac Salaf réclame des intérêts de retard. Par mesure de prudence, les intérêts de retard ainsi réclamés ne sont constatés en produits que lors de leur paiement effectif par les clients.

II. COMPTES SOCIAUX DE DIAC SALAF

I. Bilan

BILAN DIAC SALAF

ACTIF	1995	1996	1997	1998E
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	0	0	224	3 415
Frais préliminaires			92	132
Charges à répartir sur plusieurs exercices			132	3 282
Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	0	0	4 458	6 788
Immobilisations en recherche et développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires				187
Fonds commercial			4 458	6 602
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	10 654	13 779	17 431	40 367
Terrains				
Constructions	134	112	494	6 929
Installation techniques, matériels et outillage				
Matériel de transport	465	2 036	2 055	3 517
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	2 196	3 914	7 039	7 682
Autres immobilisations corporelles	7 858	7 717	7 581	22 051
Immobilisations corporelles en cours			263	189
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	11 704	12 735	13 058	12 580
Prêts immobilisés	6 012	5 058	5 798	5 186
Autres créances financières	523	509	92	174
Titres de participation	5 169	7 169	7 169	7 220
Autres titres immobilisés				
ECART DE CONVERSION - ACTIF (E)	0	0	0	0
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes financières				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	22 357	26 514	35 171	63 150
STOCK (F)	0	0	0	0
Marchandises				
Matières et fournitures consommables				
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Stock de produits finis				
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	514 499	751 938	1 081 993	1 661 777
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes				
Clients et comptes rattachés	510 059	746 772	1 076 857	1 649 815
Personnel	526	1 933	2 275	3 564
Etat	369	624	460	2 030
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	541			3 461
Comptes de régularisation actif	3 005	2 608	2 400	2 906
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	0	0	0	0
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	0	0	0	0
Eléments circulants				
TOTAL II (F+G+H+I)	514 499	751 938	1 081 993	1 661 777
TRESORERIE ACTIF				
Chèques, et valeurs à encaisser	3 306	2 119	1 588	1 146
Banque, TG et CCP	3 169	554	13 585	4 641
Caisse, régie d'avances et accreditifs	155	256	37	352
TOTAL III	6 630	2 929	15 210	6 138
TOTAL ACTIF	543 486	781 381	1 132 375	1 731 065

Kdh

PASSIF	1995	1996	1997	1998E
Capital social ou personnel (1)	40 040	48 048	57 658	69 189
moins actionnaires, capital souscrit non appelé				
capital appelé				
dont versé				
Prime d'émission, de fusion, d'apport				
Écarts de réévaluation				
Réserve légale	2 617	3 391	4 573	5 789
Réserve d'investissement				
Autres réserves	6 308	6 308	6 308	6 308
Report à nouveau (2)	424	1 357	6 637	9 218
Résultat net en instance d'affectation (2)				
Résultat net de l'exercice (2)	15 497	23 628	24 327	29 290
Total des capitaux propres (A)	64 885	82 733	99 503	119 794
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0	0	0	0
Subvention d'investissement				
Provisions réglementés				
DETTES DE FINANCEMENT (C)	65 150	189 160	420 599	628 013
Autres dettes de financement	65 150	167 396	368 854	597 302
Fonds de garantie		21 763	51 522	30 711
Fournisseurs d'immobilisations			223	
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	0	0	0	0
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
ECART DE CONVERSION - PASSIF (E)	0	0	0	0
Augmentation des créances immobilisées				
Diminution des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	130 035	271 892	520 102	747 807
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	206 172	285 187	329 598	472 517
Fournisseur et comptes rattachés	62 056	76 352	36 202	31 043
Clients créditeurs avances et acomptes	9 528	6 193	8 881	13 022
Personnel	165	154	192	121
Organismes sociaux	904	1 093	1 530	1 866
Etat	5 932	20 342	11 368	16 826
Comptes d'associés	2 000	2 000	2 361	702
Créditeurs divers			4 450	1 856
Agios à échoir	120 626	175 984	256 204	372 029
Compte de régularisation passif	4 961	3 069	8 410	35 052
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	0	0	0	300
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)	0	0	0	0
TOTAL II (F+G+H)	206 172	285 187	329 598	472 817
TRESORERIE PASSIF				
Crédits d'escompte	33 597	6 907	3 035	0
Crédits de trésorerie	17 000		30 000	150 000
Banques de régularisation	156 682	217 395	249 640	360 441
TOTAL III	207 279	224 302	282 675	510 441
TOTAL GENERAL (I+II+III)	543 486	781 381	1 132 375	1 731 065

Kdh

(1) Capital personnel débiteur (-)

(2) Bénéficiaire (+) déficitaire (-)

2. Compte de Produits et Charges

	1995	1996	1997	1998E
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises en l'état	75 498	119 282	139 563	207 271
Ventes de biens et services produits				
Variation de stocks de produits finis (+/-) (1)				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	52	100	51	44
Reprise d'exploitation; transferts de charges			243	
TOTAL I	75 550	119 382	139 857	207 314
II CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises (2)				
Achats consommés de matières et fournitures	2 816	4 442	5 561	8 660
Autres charges externes	5 839	6 470	9 086	15 102
Impôts et taxes	488	502	914	568
Charges de personnel	13 510	15 674	19 326	26 494
Autres charges d'exploitation	759	2		
Dotations d'exploitation	7 070	13 128	11 976	27 358
TOTAL II	30 482	40 217	46 863	78 182
III RESULTAT D'EXPLOITATION	45 068	79 165	92 994	129 132
IV PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participations et autres titres immobiliers	1 294	1 028	1 210	1 328
Gains de change				
Intérêts et autres produits financiers	193	260	78	190
Reprises financières; transfert de charges				
TOTAL IV	1 487	1 288	1 289	1 518
V CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts	30 471	41 773	54 729	95 011
Pertes de change				
Autres charges financières	300	50		
Dotations financières				
TOTAL V	30 771	41 824	54 729	95 011
VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-29 284	-40 536	-53 440	-93 493
VII RESULTAT COURANT (III + VI)	15 784	38 629	39 554	35 639
VIII PRODUITS NON COURANTS				
Produits de cessions d'immobilisations	10	11	150	17
Subventions d'équilibre				
Récupération sur fonds de garantie				18 211
Autres produits non courants	511	136	127	2 299
Reprises non courantes; transferts de charges		48 819	6 841	
TOTAL VIII	521	48 966	7 118	20 526
IX CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	8	4	136	29
Subventions accordées				70
Autres charges non courantes	336	48 898	6 461	4 237
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				300
TOTAL IX	344	48 902	6 597	4 636
X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	177	64	520	15 890
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII +/- X)	15 961	38 693	40 075	51 530
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	463	15 065	15 747	22 240
XIII RESULTAT NET (XI-XII)	15 497	23 628	24 327	29 290
Kdh				
TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	77 558	169 636	148 263	229 359
TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	62 061	146 008	123 936	200 069
RESULTAT NET (total des produits - total des charges)	15 497	23 628	24 327	29 290
Kdh				

(1) Variations de stocks: Stock final - stock initial; augmentation (+); diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés: achats - variations de stock

3. Etat des soldes de gestion

Etat des soldes de gestion	1995	1996	1997	1998E
Ventes de marchandises en l'état				
Achats revendus de marchandises				
MARGE BRUTE VENTE EN L'ETAT	0	0	0	0
Ventes de biens et services produits	75 498	119 282	139 563	207 271
Variation stocks de produits				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	75 498	119 282	139 563	207 271
Achats consommés de matières et fournitures	2 816	4 442	5 561	8 660
Autres charges extemes	5 839	6 470	9 086	15 102
CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE	8 655	10 912	14 647	23 762
VALEUR AJOUTEE	66 843	108 370	124 916	183 508
Subventions d'exploitation				
Impôts et taxes	488	502	914	568
Charges de personnel	13 510	15 674	19 326	26 494
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	52 845	92 194	104 676	156 447
Autres produits d'exploitation	52	100	51	44
Autres charges d'exploitation	759	2	0	0
Reprises d'exploitation; transferts de charges	0	0	243	0
Dotations d'exploitation	7 070	13 128	11 976	27 358
RESULTAT D'EXPLOITATION	45 068	79 165	92 994	129 132
RESULTAT FINANCIER	-29 284	-40 536	-53 440	-93 493
RESULTAT COURANT	15 784	38 629	39 554	35 639
RESULTAT NON COURANT	177	64	520	15 890
RESULTAT AVANT IMPOTS	15 961	38 693	40 075	51 530
Impôt sur les résultats	463	15 065	15 747	22 240
Résultat net de l'exercice	15 497	23 628	24 327	29 290

Kdh

4. Tableaux de financement

	1995	1996	1997
Financement Permanent	130 035	271 892	520 102
Actif Immobilisé Net	22 357	26 514	35 171
Fonds de Roulement Fonctionnel	107 678	245 379	484 931
Actif Circulant	514 499	751 938	1 081 993
Passif Circulant	206 172	285 187	329 597
Besoin de Financement Global	308 327	466 751	752 396
SOLDENET DE TRESORERIE	-200 649	-221 373	-267 465

TABLEAUX DES EMPLOIS ET RESSOURCES

RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE	1995	1996	1997
Autofinancement	16 046	18 943	18 427
Capacité d'autofinancement	16 046	24 724	25 984
Distribution de dividendes		5 781	7 557
Cessions et réductions d'immobilisations	821	1 121	567
Augmentations de capitaux propres et assimilés	61 000	140 763	339 271
Augmentation des dettes de financement			
TOTAL RESSOURCES STABLES	77 867	160 827	358 265
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE			
Acquisition et augmentation d'immobilisations	1 319	6 373	10 637
Remboursement de capitaux propres			
Remboursement des dettes de financement	850	16 754	107 831
Emplois en non valeurs			244
TOTAL EMPLOIS STABLES	2 169	23 127	118 712
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	75 698	137 701	239 552
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	70 213	158 424	285 645
VARIATION DE LA TRESORERIE	5 485	-20 724	-46 092

Kdh

5. Tableau des titres de participation au 31/12/1997

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
Diac Equipement	Credit	14 256 000			2 618 500				501 424
Diac Leasing	Credit	24 750 000			2 250 000				693 000
Banque Populaire	Banque	VARIABLE			200 000				16 000
Coopérative Aliment.	Vente denrées	90 000			30 000				
SCI Beynac	SCI	1 000			70 000				
Imâmâ croissance	SICAV				1 000 000				
Imâmâ participations	SICAV				1 000 000				
TOTAL					7 168 500,00		0,00	0,00	1 210 424

Dh

6. Tableau d'affectation du résultat

ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	1995	1996	1997	AFFECTATION DES RESULTATS	1995	1996	1997
Report à nouveau	381	424	1 357	Reserve légale	2	775	1 181
Résultat net en instance d'affectation	45	15 497	23 628	Autres réserves			
Résultat net de l'exercice				Tantièmes		175	350
Prélèvements sur réserves				Dividendes		5 606	7 207
Autres prélèvements				Autres affectations		8 008	9 610
				Reports à nouveau	424	1 357	6 637
TOTAL	426	15 921	24 985	TOTAL	426	15 921	24 985

Kdh

7. Sûretés réelles reçues ou données

SURETES REELLES DONNEES OU RECUES	1995	1996	1997
Sûretés réelles données			
Sûretés réelles reçues*			
Total			

Néant

Dh

* : Diac Salaf dispose de la garantie du véhicule financé lorsqu'il s'agit d'un crédit automobile, ainsi que d'une hypothèque ou d'un nantissement de fonds de commerce ou de matériel lorsqu'il s'agit d'un crédit hypothécaire ou de fonds de roulement. Les crédits personnels et ménagers font l'objet quant à eux d'un prélèvement à la source effectué par l'employeur.

8. Engagements donnés ou reçus hors opérations de crédit bail

ENGAGEMENTS RECUS	1995	1996	1997
Avals et cautions	65 150	90 000	100 000
Engagements en matière de pensions et retraites			
Autres engagements donnés			
Total	65 150	90 000	100 000

Kdh

ENGAGEMENTS DONNES	1995	1996	1997
Avals et cautions	14 000	95 000	110 186
Autres engagements reçus			
Total	14 000	95 000	110 186

Kdh

9. Biens en crédit bail

Rubriques	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement	Cumul des redevances	Montant des redevances 1997	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel	Obs
							1 an >	> 1 an		
Mat. de transp.	mai 1996	24	341.705,00	25	138.832	178.555			18.281	
Mat. de transp.	mai 1996	24	361.440,50	25	146.856	195.909			19.337	

Dh

10. Datation et événements postérieurs

DATATION

Date de clôture 31/12/1997

Date d'établissement des états de synthèse 04/03/1998

EVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1; COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indication des événements
	Favorables: NEANT
	Défavorables: NEANT

11. Tableau des créances et dettes du bilan au 31/12/1997

Tableau des créances

	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		> 1 an	< 1 an	Echues non recouvrées	Devises	Etat organismes publics	Entreprises liées	Effets
Prêts immobilisés	5 798	4 625	1 173					
Autres créances financières	92	92						
Total créances de l'Actif Immobilisé	5 890	4 717	1 173					
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	0							
Clients et comptes rattachés	1 177 653	566 097	437 278	174 278				
Personnel	2 275		2 275					
Etat	460		460					
Comptes d'associés	0							
Autres débiteurs	0							
Comptes de régulation - Actif	2 400		2 400					
Total créances de l'Actif circulant	1 182 788		442 413					

Kdh

Tableau des dettes

	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRES ANALYSES			
		> 1 an	< 1 an	Echues non recouvrées	Devises	Etat organismes publics	Entreprises liées	Effets
Emprunts obligataires	0							
Autres dettes de financement	368 854	266 620	102 234					
Fournisseurs d'immobilisations	223		223					
Fonds de garantie	51 522	51 522						
Total dettes de financement	420 599	318 142	102 457					
Fournisseur et comptes rattachés	36 202		36 202					
Clients créditeurs, avances..	8 881		8 881					
Personnel - Dividendes	553		553					
Organismes sociaux	1 530		1 530					
Etat	11 368	2 548	8 820					
Comptes d'associés	6 450	2 000	4 450					
Autres créanciers	0							
Comptes de régularisation passif	8 410		8 410					
Agios à échoir	256 204	127 706	128 497					
Total dettes du passif circulant	329 597	132 254	197 343					

Kdh

12. Tableau des provisions au 31/12/1997

	Début d'exercice	Dotations			Reprises			Fin d'exercice
		Exploitation	Financière	Non courantes	Exploitation	Financière	Non courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé Provision réglementées Provisions durables pour risques et charges								
Sous total 1								
Provision pour dépréciation de l'actif circulant Autres provisions pour risques et charges Provision pour dépréciation de comptes de trésorerie	88 133	10 300		8 725			6 362	100 797
Sous total 2	88 133	10 300	0	8 725	0	0	6 362	100 797
TOTAL	88 133	10 300	0	8 725	0	0	6 362	100 797

Kdh

13. Plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations 1997

Date cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur Nette d'amortissements	Produits de cession	+ values	- values
1997	C Mat.de transp.	119 586	119 586		10 000	10 000	
1997	Autres immob.	136 335		136 335	140 000	3 665	
TOTAL		255 921	119 586	136 335	150 000	13 665	0

Dh

14. Détail du compte clients et comptes rattachés au 31/12/1997

Clients	Brut	Provisions	Net
Clients bons de règlement ou OC	3 463		3 463
Clients effets Impayés en recouvrement	22 685		22 685
Clients effets Impayés Contentieux	140 076	97 034	43 041
Clients Chèques Impayés	6 807	3 762	3 045
Clients Honoraires et frais contentieux impayés	4 712		4 712
Clients Effets à Recevoir	95 006		95 006
Clients Effets à Recevoir Remis à l'Escompte	3 035		3 035
Clients billets à ordre crédit ménager	893 227		893 227
Clients prestations à facturer	4 367		4 367
Clients Charges Récupérables	39		39
Clients Divers	4 239		4 239
TOTAL CLIENTS	1 177 654	100 797	1 076 857

Kdh

15. Tableau des emprunts bancaires et ses caractéristiques

Diac Salaf a contracté une multiplicité de contrats de crédits à moyen terme dont les caractéristiques sont les suivantes :

Année	Montant crédit	Durée (années)	Encours au 31/12/1998	Montant Remboursement	Période	Obs.
1995	15 000 000,00	4	4 300 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1995	15 000 000,00	4	2 160 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1995	15 000 000,00	4	4 300 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1995	15 000 000,00	4	4 300 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1996	15 000 000,00	4	6 250 000,00	1 250 000,00	Q	Amortissement
1996	15 000 000,00	4	6 440 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1996	15 000 000,00	4	6 440 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1996	15 000 000,00	4	8 580 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1996	15 000 000,00	4	8 580 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1996	19 000 000,00	4	9 023 528,54	2 012 431,00	Q	Avec agios
1996	25 000 000,00	5	14 428 945,53	3 486 233,00	S	Avec agios
1997	10 000 000,00	4	6 668 000,00	833 000,00	Q	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	8 437 500,00	937 500,00	T	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	10 000 000,00	1 250 000,00	Q	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	10 625 000,00	312 500,00	M	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	10 720 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	10 720 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	12 860 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	12 860 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1997	15 000 000,00	4	15 000 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1997	20 000 000,00	3	10 876 196,47	662 477,00	M	Avec agios
1997	20 000 000,00	4	13 750 000,00	1 250 000,00	T	Amortissement
1997	21 000 000,00	4	15 011 502,63	2 206 208,00	Q	Avec agios
1997	30 000 000,00	5	25 251 100,83	1 980 984,00	T	Avec agios
1998	10 000 000,00	4	8 555 371,10	1 001 750,00	T	Avec agios
1998	15 000 000,00	4	11 250 000,00	1 250 000,00	Q	Amortissement
1998	15 000 000,00	4	15 000 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1998	15 000 000,00	4	15 000 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1998	15 000 000,00	4	15 000 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1998	15 000 000,00	4	15 000 000,00	2 140 000,00	S	Amortissement
1998	20 000 000,00	3	20 000 000,00	1 971 000,00	T	Avec agios
1998	30 000 000,00	4	22 500 000,00	1 875 000,00	T	Amortissement
1998	40 200 000,00	4	37 415 229,46	4 111 035,00	Q	Avec agios
1998	200 000 000,00	3	200 000 000,00	In fine		
Total			597 302 374,56			

III. COMPTES DES AUTRES SOCIETES DU GROUPE DIAC

1. Diac Equipement

1.1. Bilan Diac Equipement

ACTIF	1996	1997
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	0	0
Frais préliminaires		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Primes de remboursement des obligations		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	0	0
Immobilisations en recherche et développement		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires		
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	0	0
Terrains		
Constructions		
Installation techniques, matériels et outillage		
Matériel de transport		
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		
Autres immobilisations corporelles		
Immobilisations corporelles en cours		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	345	100
Prêts immobilisés		
Autres créances financières		
Titres de participation	100	100
Autres titres immobilisés	245	0
ECART DE CONVERSION - ACTIF (E)	0	0
Diminution des créances immobilisées		
Augmentation des dettes financières		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	345	100
STOCK (F)	0	0
Marchandises		
Matières et fournitures consommables		
Produits en cours		
Produits intermédiaires et produits résiduels		
Stock de produits finis		
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	121 709	192 462
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	0	0
Clients et comptes rattachés	118 292	188 558
Personnel	0	0
Etat	1 053	1 344
Comptes d'associés	0	0
Autres débiteurs	0	0
Comptes de régularisation actif	2 364	2 560
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	0	0
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	0	0
Eléments circulants		
TOTAL II (F+G+H+I)	121 709	192 462
TRESORERIE ACTIF	2 420	3 114
Chèques, et valeurs à encaisser	1 433	1 889
Banque, TG et CCP	766	434
Caisse, régie d'avances et accreditifs	221	791
TOTAL III	124 129	195 576
TOTAL ACTIF	124 474	195 676

Kdh

PASSIF	1996	1997
Capital social ou personnel (1)	12 960	14 256
moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
capital appelé		
dont versé		
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserve légale	25	190
Réserve d'investissement	0	0
Autres réserves	1 416	1 416
Report à nouveau (2)	150	5
Résultat net en instance d'affectation (2)		
Résultat net de l'exercice (2)	3 306	3 952
Total des capitaux propres (A)	17 857	19 819
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0	0
Subvention d'investissement		
Provisions réglementés		
DETTES DE FINANCEMENT (C)	0	13 568
Autres dettes de financement	0	13 568
Fonds de garantie	0	0
Fournisseurs d'immobilisations	0	0
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	0	0
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
ECART DE CONVERSION - PASSIF (E)	0	0
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	17 857	33 387
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	37 289	56 025
Fournisseur et comptes rattachés	12 753	16 641
Clients créditeurs avances et acomptes	1 742	3 452
Personnel	0	0
Organismes sociaux	0	0
Etat	2 119	2 139
Comptes d'associés	451	85
Créditeurs divers	0	1 006
Agios à échoir	20 023	31 743
Compte de régularisation passif	201	959
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	0	0
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Eléments circulants) (H)	0	0
TOTAL II (F+G+H)	37 289	56 025
TRESORERIE PASSIF	69 328	106 264
Crédits d'escompte	24 437	43 701
Crédits de trésorerie	0	0
Banques de régularisation	44 891	62 563
TOTAL III	106 617	162 289
TOTAL GENERAL (I+II+III)	124 474	195 676
Kdh		

1.2. Comptes de produits et charges Diac Equipement

COMPTES DE RESULTATS DIAC EQUIPEMENT	1996	1997
I PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de biens et services produits	18 668	23 190
Ventes de marchandises en l'état		
Variation de stocks de produits finis (+/-) (1)		
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
Subventions d'exploitation		
Autres produits d'exploitation		19
Reprise d'exploitation; transferts de charges		
TOTAL I	18 668	23 209
II CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats revendus de marchandises (2)		
Achats consommés de matières et fournitures	3 243	4 000
Autres charges externes	843	808
Impôts et taxes	8	26
Charges de personnel	0	0
Dotations d'exploitation	1 025	1 127
TOTAL II	5 119	5 961
III RESULTAT D'EXPLOITATION	13 549	17 248
IV PRODUITS FINANCIERS		
Produits des titres de participations et autres titres immobilisés	14	11
Gains de change		
Intérêts et autres produits financiers	19	20
Reprises financières; transfert de charges		
TOTAL IV	33	31
V CHARGES FINANCIERES		
Charges d'intérêts	8 103	10 796
Pertes de change		
Autres charges financières	7	
Dotations financières		
TOTAL V	8 110	10 796
VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-8 077	-10 765
RESULTAT COURANT (III+VI)	5 472	6 483
VIII PRODUITS NON COURANTS		
Produits de cessions d'immobilisations		
Subventions d'équilibre		
Reprises sur subventions d'investissement		
Reprises non courantes; transferts de charges		
Autres produits non courants	1	53
TOTAL VIII	1	53
IX CHARGES NON COURANTES		
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées		
Subventions accordées		
Autres charges non courantes		
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions		
TOTAL IX	0	0
X RESULTAT NON COURANT(VIII-IX)	1	53
XI RESULTAT AVANT IMPOTS(VII +/- X)	5 473	6 536
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	2 167	2 584
XIII RESULTAT NET(XI-XII)	3 306	3 952
TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	18 702	23 293
TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	15 396	19 341
RESULTAT NET (total des produits - total des charges)	3 306	3 952

Kdh

(1) Variations de stocks: Stock final - stock initial; augmentation (+); diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés: achats - variations de stock

2. Diac Leasing

2.1. Bilan Diac Leasing

ACTIF	1996	1997
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	0	0
Frais préliminaires		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Primes de remboursement des obligations		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	0	0
Immobilisations en recherche et développement		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires		
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	110 535	158 920
Terrains		
Constructions		
Installation techniques, matériels et outillage		
Matériel en location	110 504	158 920
Matériel de transport	31	
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		
Autres immobilisations corporelles		
Immobilisations corporelles en cours		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	89	1 045
Prêts immobilisés		
Autres créances financières		
Titres de participation	60	1 045
Autres titres immobilisés	28	
ECART DE CONVERSION - ACTIF (E)	0	0
Diminution des créances immobilisées		
Augmentation des dettes financières		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	110 624	159 965
STOCK (F)	0	0
Marchandises		
Matières et fournitures consommables		
Produits en cours		
Produits intermédiaires et produits résiduels		
Stock de produits finis		
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	85 916	128 815
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes		
Clients et comptes rattachés	84 295	120 420
Personnel		
Etat	1 431	961
Comptes d'associés		
Autres débiteurs		7 048
Comptes de régularisation actif	190	387
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	0	0
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	0	0
Eléments circulants		
TOTAL II (F+G+H+I)	85 916	128 815
TRESORERIE ACTIF		
Chèques, et valeurs à encaisser	3 874	6 571
Banque, TG et CCP	6 619	3 249
Caisse, régie d'avances et accreditifs	62	493
TOTAL III	10 555	10 313
TOTAL ACTIF	207 096	299 093
Kdh		

PASSIF	1996	1997
Capital social ou personnel (1) moins actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé dont versé	22 500	24 750
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	1 397	1 695
Réserve d'investissement		
Autres réserves	102	102
Report à nouveau (2)	55	129
Résultat net en instance d'affectation (2)		
Résultat net de l'exercice (2)	5 972	6 491
Total des capitaux propres (A)	30 027	33 168
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)	0	0
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
DETTES DE FINANCEMENT (C)	106 368	145 802
Autres dettes de financement	106 368	145 802
Fonds de garantie		
Fournisseurs d'immobilisations		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	0	0
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
ECART DE CONVERSION - PASSIF (E)	0	0
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	136 395	178 970
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	62 749	112 647
Fournisseur et comptes rattachés	9 174	33 111
Clients créditeurs avances et acomptes	2 872	5 903
Personnel		
Organismes sociaux		
État	6 852	9 136
Comptes d'associés		
Créditeurs divers		
Dividendes et tantièmes	5	5
Prestations à facturer	42 589	61 979
Compte de régularisation passif	1 258	2 513
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	0	0
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)	0	0
TOTAL II (F+G+H)	62 749	112 647
TRESORERIE PASSIF		
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie		
Banques de régularisation	7 952	7 476
TOTAL III	7 952	7 476
TOTAL GENERAL (I+II+III)	207 096	299 093
Kdh		
(1) Capital personnel débiteur (-)		
(2) Bénéficiaire (+) déficitaire (-)		

2.2. Comptes de produits et charges Diac Leasing

	1996	1997
I PRODUITS D'EXPLOITATION		
Prestations échues	3 118	2 922
Prestations encaissées S/E rég.	2	28
Encaissement frais	1 623	3 772
Prestations et frais C/M		
Prestations de services Agios	26 351	31 239
Prestations de services Amortissements	59 624	77 755
Prestations de services Diac Equipement/Diac Leasing		
Produits accessoires	0	9
Autres produits sur exercices antérieurs	272	35
Chiffre d'affaires		
Reprise d'exploitation; transferts de charges		
TOTAL I	90 991	115 760
II CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats revendus de marchandises		
Achats consommés de matières et fournitures	4 380	5 100
Autres charges externes	1 242	1 144
Impôts et taxes	35	90
Charges de personnel		
Autres charges d'exploitation		
Dotations d'exploitation	64 411	82 489
TOTAL II	70 068	88 823
III RESULTAT D'EXPLOITATION	20 923	26 937
IV PRODUITS FINANCIERS		
Produits des titres de participations et autres titres immobilisés	2	14
Gains de change		
Intérêts et autres produits financiers		228
Reprises financières; transfert de charges		
TOTAL IV	2	242
V CHARGES FINANCIERES		
Charges d'intérêts	11 140	15 901
Pertes de change		
Autres charges financières	15	
Dotations financières		
TOTAL V	11 155	15 901
VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-11 153	-15 660
VII RESULTAT COURANT (III + VI)	9 770	11 277
VIII PRODUITS NON COURANTS		
Produits de cessions d'immobilisations		2 550
Subventions d'équilibre		
Reprises sur subventions d'investissement		
Autres produits non courants	4	
Reprises non courantes; transferts de charges		
TOTAL VIII	4	2 550
IX CHARGES NON COURANTES		
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	542	3 091
Subventions accordées		
Autres charges non courantes	26	587
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions		
TOTAL IX	569	3 679
X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-565	-1 129
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII +/- X)	9 205	10 148
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	3 233	3 657
XIII RESULTAT NET (XI-XII)	5 972	6 491
Kdh		
TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	90 997	118 551
TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	85 024	112 060
RESULTAT NET (total des produits - total des charges)	5 972	6 491
Kdh		

(1) Variations de stocks: Stock final - stock initial; augmentation (+); diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés: achats - variations de stock